



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- Les dirigeants du pays dieppois affichent un regain de confiance pour 2026 (Gazette de Normandie)

Sécurité

- "On n'est pas des cônes, on est des gens qui travaillent" : un agent de sécurité des routes lance un appel (France 3)
- Saccage, insultes et menaces à Petit-Quevilly : la maire porte plainte (France Bleu)
- Une BMW contrôlée à 217 km/h sur l'autoroute A29 en Seine-Maritime : la voiture placée en fourrière (76 actu)
- Léa, infirmière à domicile près de Rouen, a vu sa voiture brûler devant elle : « C'est mon outil de travail » (76actu)
- Au Havre, le dessinateur satirique Bésot victime de menaces de mort pour trois publications (Paris Normandie)

Politique

- À Rouen, la méthode NMR, pur politique, habile et secret, entre ambition dévorante et petits arrangements (Le Poulpe)
- Municipales 2026. Dernières heures de campagne électorale pour les trois candidats à Fécamp (Tendance Ouest)
- Municipales 2026. "Je ne suis pas convaincu par ceux qui veulent nous représenter" : A Rouen, le taux d'abstention frôle les 50% (Tendance Ouest)
- Polémique. Tensions autour de la salle pour tenir le meeting d'entre-deux tours des municipales dans cette commune de Seine-Maritime (Courrier Cauchois)
- Municipales 2026 : au Havre, Édouard Philippe confronté à une union de la gauche et à l'extrême droite au second tour (France Bleu)
- Municipales 2026 : "Le Havre, c'est l'aventure que j'ai choisie", affirme Édouard Philippe (France Bleu)
- Mais pourquoi le candidat RN du Havre n'a pas voté au premier tour des élections municipales ? (France 3)
- Municipales 2026 : à Bardouville, un duel inattendu entre un challenger et le maire sortant au 2e tour (Paris Normandie)
- Municipales au Havre : Jean-Paul Lecoq termine sa campagne dans les quartiers de la ville haute (Paris Normandie)

Social et société

- DÉCRYPTAGE. "Que je vote ou pas, ça ne va rien changer" : en Normandie, les politiques perdent la confiance et l'abstention gagne du terrain (France 3)

Collectivités locales et équipements publics

- "C'est long" : la réouverture du Pont Colbert de Dieppe reportée jusqu'à nouvel ordre (France Bleu)
- Le pont tournant Colbert de Dieppe ne fonctionne toujours pas : "On est pris entre le marteau et l'enclume" (France 3)

Environnement

- Seine-Maritime. La qualité de l'air se dégrade : un pic de pollution aux particules fines prévu (Courrier Cauchois)
- Le taux de particules dans l'air s'envole : transports en commun gratuits le 20 mars à Rouen (Paris Normandie)
- «On voit des trucs invraisemblables» : près de Rouen, les dépôts sauvages en forêt inquiètent de plus en plus (76actu)
- Un week-end de grandes marées _ les bénévoles contrôlent la radioactivité sur les plages normandes (Paris Normandie)

Santé

- Vous ne trouvez pas de médecin en Normandie ? C'est normal, la région détient un triste record en terme de soins (Tendance ouest)
- Sans salaire, ces infirmières Asalée de Seine-Maritime estiment que leur situation est « une affaire d'État » (76actu)
- Nouveau au Havre : une école de formation d'assistants dentaires va ouvrir ses portes (Paris Normandie)
- En Normandie, une femme meurt de la méningite, 50 cas contacts identifiés (Paris Normandie)

Acteurs publics

- Face à une attractivité en berne, l'Igas appelle à revoir la gouvernance RH des métiers de la santé et du social
- Le ministère de la Culture s'apprête à renouveler son marché de formations en finances et gestion publiques - Acteurs Publics

Les dirigeants du pays dieppois affichent un regain de confiance pour

...

Par Chloé Guerout

4-6 minutes

Dossier

Malgré un second semestre 2025 marqué par un net ralentissement, les dirigeants du pays dieppois affichent un regain de confiance pour début 2026, selon la Chambre de commerce et d'industrie Rouen Métropole.



© DR

Publié le 19 mars 2026 - Mis à jour le 20 mars 2026

En début d'année, la Chambre de commerce et d'industrie Rouen Métropole (CCI) a interrogé 2 400 dirigeants normands pour analyser la conjoncture du second semestre 2025 et les perspectives pour début 2026. Les résultats présentés par la chambre consulaire ne prennent pas en compte les conséquences du conflit au Moyen-Orient.

À l'échelle du pays dieppois, cette étude, réalisée avant le début du conflit au Moyen-Orient, montre que l'activité recule. En chiffres, 42% des dirigeants déclarent une baisse d'activité, soit une hausse de 7 points par rapport au premier semestre. À l'inverse, seuls 25%

évoquent une amélioration.

Tous les secteurs sont concernés. Les services résistent, notamment dans le segment interentreprises, tandis que le commerce reste pénalisé par une consommation atone. La construction et l'industrie demeurent les plus fragilisées, avec une entreprise industrielle sur deux signalant une dégradation.

Un chiffre d'affaires en recul pour le commerce et l'industrie

Le ralentissement de la demande, cité par 41% des dirigeants, pèse directement sur le chiffre d'affaires qui recule, en particulier dans le commerce et l'industrie.

Les marges, déjà réduites, se stabilisent sans permettre de reconstituer les trésoreries. Dans ce contexte incertain, les investissements stagnent, voire reculent dans la construction. L'emploi, lui, reste globalement stable, traduisant une stratégie de prudence des entreprises.

Un regain de confiance pour début 2026

Malgré ce contexte dégradé, le moral des dirigeants s'améliore. 57% d'entre eux se déclarent confiants pour le premier semestre 2026, un niveau supérieur à la moyenne régionale.

Cette confiance est particulièrement marquée dans les services, où 66% des entreprises anticipent une amélioration. Le commerce et l'industrie restent plus réservés, en raison d'une visibilité encore limitée.

La principale difficulté reste la faiblesse de la demande, citée par un dirigeant sur deux, en forte progression. À l'inverse, les tensions sur les matières premières et les coûts de l'énergie reculent légèrement, tout en demeurant significatives.

Les problématiques de trésorerie et de ressources humaines persistent mais s'atténuent. Pour les prochains mois, les dirigeants anticipent une légère amélioration de l'activité, sans véritable reprise des investissements ni des recrutements.

Le conflit au Moyen-Orient pourrait accentuer les tensions économiques et l'incertitude, indique la chambre consulaire.

Rendez-vous de la création d'entreprise à Dieppe, le 2 avril

Le salon « Les Rendez-vous de la création d'entreprise », organisé par la Chambre de commerce et d'industrie Rouen Métropole, se tiendra le 2 avril de 9h à 13h au Business Center de Dieppe.

Destiné aux porteurs de projets, l'événement permet de rencontrer des experts, d'échanger sur ses idées et de participer à des ateliers pratiques sur l'étude de marché, le juridique et le financement. Un accompagnement essentiel : 97,5 % des créateurs suivis par les CCI passent le cap des trois ans. Cette matinée offre conseils et contacts pour sécuriser et faire avancer un projet entrepreneurial.

L'entrée est gratuite.

TEMOIGNAGE. "On n'est pas des cônes, on est des gens qui travaillent" : un agent de sécurité des routes lance un appel

Écrit par Marie Lorillec

6-7 minutes

Publié le 20/03/2026 à 06h30

Temps de lecture : 6 min

"On part au travail et malheureusement on n'est pas sûr de revenir". Anthony Guillaume travaille à la sécurisation de nos routes. "Les maîtres de notre destin, ce sont les usagers, c'est ça qui est un peu fou" explique-t-il. Il lance un appel à la prudence des conducteurs.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

"Nous, on en a marre, il faut que ça change, il faut que ça cesse. On aimerait juste être un peu plus respectés sur la route" explique Anthony Guillaume, agent d'exploitation à la Dirno Ouest, "parce qu'on a des familles en face. Moi, je suis marié avec deux enfants, et on arrive au point de se dire : on est d'astreinte, on part au travail ou en intervention, et malheureusement on n'est pas sûrs de revenir".

"On a perdu un collègue en intervention : il est parti de chez lui et il n'est jamais revenu", ajoute-t-il.

Anthony Guillaume est entré à la DIRNO en 2003 et depuis, il n'a quasiment pas quitté la route. Chef d'équipe, cet agent de 41 ans veille sur près de 130 kilomètres du réseau national dans le Sud

Manche. Un secteur parmi les plus fréquentés de la région, avec une moyenne de 45 000 véhicules par jour et jusqu'à 80 000 lors des grands départs en vacances.

À longueur d'année, son équipe tourne en continu, 24 heures sur 24. Deux agents d'astreinte, plus un responsable d'intervention. *"En semaine ordinaire, on compte entre cinq et dix interventions. Lors des grands chassés-croisés du mois d'août, ce chiffre peut monter à dix ou quinze dans la seule journée"* dit-il.

Accidents, véhicules en panne, objets perdus sur la chaussée, piétons égarés : le quotidien est imprévisible.

Ce qui préoccupe le plus cet homme, ce n'est pas la charge de travail. C'est l'insécurité grandissante à laquelle lui et ses collègues sont confrontés à chaque intervention.

Les chiffres qu'il avance sont frappants : en 2025, 126 véhicules ont percuté des agents ou des engins sur le réseau national. Trois personnes sont mortes. En élargissant aux autoroutes, le total annuel frôle les 400 accidents. Depuis le 1er janvier, 21 accidents se sont produits rien que sur le réseau national.

Il existe une règle pour protéger les équipes qui travaillent sur les routes et elle est simple : le corridor de sécurité, une règle méconnue malgré son importance vitale. *"Lorsqu'un véhicule orange (ou pas) est arrêté sur le bord de la route, tout conducteur est tenu de ralentir et de se décaler vers la voie de gauche."*

Le non-respect de cette obligation est sanctionné par une amende de 135 euros. *"Ça paraît incroyable, mais il y a des gens qui ne s'écartent pas"* dit-il.

Ce qu'Anthony observe sur le terrain l'inquiète de plus en plus. Les aides à la conduite embarquées, les régulateurs de vitesse, le freinage d'urgence automatique, donnent à certains automobilistes un faux sentiment de sécurité.

Le régulateur maintient la voiture à 130 km/h dans une zone de chantier limitée à 90. Le conducteur, lui, regarde son téléphone. *"Encore la semaine dernière, avec un collègue, on suivait un poids lourd qui était à 30 cm de la glissière en béton armé qui était côté droit. On s'est mis à sa hauteur, on a klaxonné, et puis le chauffeur était tout simplement en train de regarder une vidéo"*, indique l'agent d'exploitation.

Anthony a lui-même frôlé le pire il y a une quinzaine d'années. Son camion était à l'arrêt, feux de détresse allumés, quand un poids lourd l'a percuté par l'arrière, arrachant les feux de gabarit et les rétroviseurs. *"Il ne m'avait pas vu, c'est que m'a simplement dit le*

chauffeur" se souvient-il.

"Un collègue qui allait partir à la retraite six mois plus tard, a été sauvé de justesse par un autre collègue, saisi par le bras à la dernière seconde. Un troisième, Gilles, parti en intervention à Avranches, n'en est jamais revenu". Percuté par un poids lourd, les circonstances exactes de cet accident restent floues mais le résultat, lui, est irréversible.

Face à cette réalité, l'agent formule une demande claire : que les agents de la route soient reconnus comme exerçant un métier à risque, au même titre que les pompiers. Cette reconnaissance ouvrirait droit au service actif et à un départ en retraite anticipé. *"Ce ne serait pas un luxe", dit-il. "Ce serait simplement la reconnaissance de ce qu'on vit."*

En attendant, son appel s'adresse à tout le monde et en particulier aux autoécoles. Il est allé lui-même voir celles où ses enfants apprenaient à conduire pour les sensibiliser au corridor de sécurité, aux zones de chantier et au respect de la signalisation.

Anthony Guillaume le rappelle, *"les agents sont là pour sécuriser la route, nettoyer les chaussées avant les grands départs, baliser les dangers. Avant les chassés-croisés, on met tout propre, il n'y a rien qui traîne. On fait tout notre maximum pour que l'itinéraire soit bien."*

Il conclut par un appel qu'il n'espère pas vain : *"on n'est pas des cônes. On est des gens au travail, des gens ultra-vulnérables, avec des familles. Il faut vraiment penser à nous."*

Il note que dans les semaines qui suivent les campagnes de communication sur la sécurité, les conducteurs semblent plus prudents. Tous les agents espèrent que cette prudence puisse un jour, se pérenniser.

Saccage, insultes et menaces à Petit-Quevilly : la maire porte plainte - ICI

Christine Wurtz

5-6 minutes

Résultats des élections municipales 2026



L'espace Verlaine est une structure de médiation et d'insertion dans le quartier Saint-Julien. © Radio France - Christine Wurtz

Publié le jeudi 19 mars 2026 à 12:52 Mis à jour le jeudi 19 mars 2026 à 18:05

La maire de Petit-Quevilly, Charlotte Goujon, porte plainte et lance un appel au calme après des menaces, des insultes et plusieurs épisodes de dégradations sur un bâtiment communal depuis le 14 mars. La tension monte dans le quartier depuis la fermeture de l'Espace Verlaine.

La maire de **Petit-Quevilly, Charlotte Goujon**, porte plainte et lance un appel au calme, après des menaces, des insultes et plusieurs épisodes de dégradations sur un bâtiment communal depuis le week-end des 14 et 15 mars. **L'espace Verlaine** situé rue Martial Spinneweber, et qui fait de la médiation et de l'insertion dans le quartier Saint-Julien, a été la cible de casseurs et la tension monte depuis la fermeture de la structure.

Tout a commencé dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 mars. Plusieurs individus parviennent à **pénétrer dans le bâtiment et saccagent tout à l'intérieur** : le matériel, le mobilier et les vitres. Puis lundi matin, ce sont des insultes visant directement la maire de la commune et son directeur général des services qui sont découvertes sur la façade, et ces insultes sont aussi accompagnées de menaces : *"Si tu viens pas, on arrive"* ou *"Prochaine étape, la mairie"*.

Une plainte déposée ce jeudi matin

Face à l'ampleur des dégâts, la Ville a donc fermé le bâtiment, sécurisé les accès et redéployé le personnel dans différents services municipaux, le temps d'effectuer les réparations. Compte tenu de la situation, une entreprise de sécurité a été sollicitée pour surveiller le bâtiment. Ça n'a pas empêché de nouvelles dégradations dans la nuit de mercredi à jeudi. De nouveaux tags sont retrouvés, exigeant la réouverture du lieu et le retour des animateurs : **"C'est à nous, pas à vous"** et **"Rouvrez cette salle maintenant, le quartier ne lâchera pas"**. La tension est encore montée d'un cran vers 23 heures quand plusieurs individus circulant à bord d'une voiture ont jeté des pierres et des mortiers d'artifice sur le bâtiment.

Des croix gammées dans le hall d'un immeuble

La maire, Charlotte Goujon a donc **déposé plainte ce jeudi matin** et appelle au calme, indiquant que l'espace Verlaine ne pourra pas rouvrir avant sa remise en état, déplorant surtout le saccage d'une structure qui vient en aide à de nombreux habitants du quartier.

Par ailleurs, une **dizaine de croix gammées** ont été découvertes mercredi matin dans le hall et les parties communes d'un immeuble de la ville. Certaines de ces inscriptions étaient précédées des inscriptions PN et PM, probablement pour police nationale et police municipale.

- [Délinquance](#)
- [Police nationale](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

Une BMW contrôlée à 217 km/h sur l'autoroute A29 en Seine-Maritime : la voiture placée en fourrière

2-3 minutes

C'est à un grand excès de vitesse auquel ont eu affaire les gendarmes de Seine-Maritime sur l'autoroute A29 aux portes du Pays de Bray. Le véhicule intercepté roulait à 217 km/h.

Sur le même thème

[Excès de vitesse](#)

[Gendarmerie](#)

[Pays de Bray](#)



Le véhicule en grand excès de vitesse a été emmené à la fourrière avant d'être rendu à son conducteur. ©Gendarmerie de Seine-Maritime

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 20 mars 2026 à 8h56

Ce conducteur avait le pied un peu lourd le samedi 14 mars 2026 dans l'après-midi sur l'**autoroute A 29**. Il a été intercepté au **péage de Cottévrard**, près de [Bosc-le-Hard](#) (**Seine-Maritime**) après que la vitesse de son véhicule ait été contrôlée à 217 km/h quelques kilomètres avant par les [gendarmes](#).

La voiture rattrapée par l'Alpine des gendarmes

La BMW M3, immatriculée en Belgique, a été mesurée à 217 km/h, au lieu de 130 km/h sur l'autoroute A29, dans le sens [Le Havre](#) – Amiens ou Abbeville par l'[autoroute A28](#), sur la commune de Beautot, fait savoir la **gendarmerie de Seine-Maritime** sur les [réseaux sociaux](#).

Suite au contrôle grâce au véhicule rapide d'intervention, l'Alpine de la gendarmerie, le véhicule a été placé en fourrière.

Le conducteur convoqué au tribunal

Le conducteur du véhicule de l'entreprise a dû s'acquitter d'une consignation de 750 euros. Il a pu, par la suite, récupérer son véhicule de société.

Le conducteur a reçu une convocation au [tribunal de Dieppe](#) pour septembre 2026.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Léa, infirmière à domicile près de Rouen, a vu sa voiture brûler devant elle : « C'est mon outil de travail »

5-6 minutes

Infirmière installée à Saint-Étienne-du-Rouvray, Léa a perdu sa voiture en quelques minutes après un incendie volontaire survenu dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 mars 2026.

Sur le même thème

[Incendie](#)

[Santé](#)

[Témoignage](#)



Infirmière installée à Saint-Étienne-du-Rouvray, Léa a perdu sa voiture en quelques minutes après un incendie volontaire survenu dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 mars 2026. (©Photo transmise)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 20 mars 2026 à 6h56

« **De mes volets, j'ai vu la flamme partir** ». Pour Léa, sa voiture est son outil de travail et elle l'a vue brûler devant ses yeux. Dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 mars 2026, cette **infirmière à domicile** installée à [Saint-Étienne-du-Rouvray \(Seine-Maritime\)](#), n'a pu que constater l'incendie de son véhicule professionnel. **Un incendie volontaire aux lourdes conséquences.** Elle qui en a

besoin tous les jours pour travailler va devoir s'organiser pendant plusieurs semaines. Suite à l'incident, l'infirmière a déjà été contrainte d'annuler et de décaler certains soins. « Je ne fais pas ce travail pour autre chose que mes patients. Ça m'a vraiment attristée et peinée », confie-t-elle auprès de *76actu*.

« C'est ridicule. Je suis connue pour être l'infirmière du quartier »

L'infirmière raconte. Il est 00h30 lorsqu'elle est réveillée par l'alarme du bar situé juste en face. « J'ai regardé par la fenêtre, je n'ai rien vu et je suis retournée me coucher », confie-t-elle.

Cinq petites minutes plus tard, sa voiture prend feu. Elle se relève et aperçoit le brasier à travers sa fenêtre. « J'ai immédiatement appelé les pompiers. Ils sont arrivés rapidement », poursuit la Normande.

J'ai deux enfants, des jumeaux en bas âge, qui ont complètement paniqué. Pour moi, c'est aussi ça qui est le plus difficile. Ils sont traumatisés.

De sa voiture, il ne reste qu'une roue avant. **Tout le reste est parti en fumée.** « Ceux qui ont fait ça, ils sont vraiment super malins, ironise Léa. En plus, ils ont mis le feu au niveau du réservoir d'essence. J'avais fait le plein juste avant donc le feu est parti très vite ».

Je trouve ça complètement ridicule. J'ai un caducée sur la voiture, je suis connue pour être l'infirmière du quartier. Il y a forcément quelqu'un dans leur entourage qui a besoin d'une infirmière. Ma voiture, c'est mon outil de travail.

Comble de malchance pour elle, sa voiture n'est d'habitude jamais garée devant chez elle, « je la rentre toujours dans mon jardin. Mais ce soir-là, je rentrais du travail après une longue journée et j'ai eu la flemme à cause de la fatigue ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

« Je perds des journées de travail »

Le mercredi matin, Léa se rend au commissariat afin de déposer plainte. « Je ne peux plus travailler, je perds des journées de travail », explique-t-elle. À l'heure actuelle, **une enquête est en cours** afin de déterminer les circonstances de l'incendie.

L'infirmière est désormais contrainte de se torturer la tête afin de s'organiser. **Sans voiture, impossible de travailler.** « Avec mon assurance, j'ai un véhicule de prêt pendant une semaine. Mais après ça, je vais devoir me débrouiller », raconte-t-elle.

En effet, la voiture qui a brûlé est un véhicule professionnel, « et le temps d'en recommander une nouvelle, il peut y avoir entre deux et six semaines de délai. Et puis, prendre une voiture de location, c'est super cher ».

On a fait un planning avec ma famille et des amis proches pour me dépanner d'une voiture quand j'en ai besoin pour travailler. Mais c'est très compliqué. Sur le plan professionnel, c'est très pénible. Et puis, je suis seule avec deux jeunes enfants, il faut les emmener à l'école, faire les courses, etc.

Dans une publication partagée sur [Facebook](#), l'infirmière lance une bouteille à la mer, à la recherche d'éventuels témoins de la scène : « Si jamais vous avez vu ou entendu quelque chose ce soir-là, ou des personnes également, n'hésitez pas à me contacter, on ne sait jamais si je peux faire avancer mon dossier ».

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

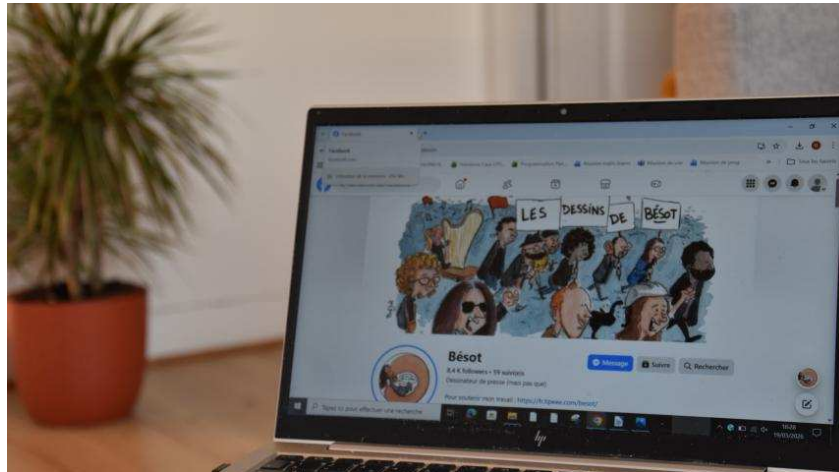
Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Au Havre, le dessinateur satirique Bésot victime de menaces de mort pour trois publications

Romain Huynh

5–6 minutes

Bésot, dessinateur satirique havrais, a déposé plainte pour des insultes et menaces de mort en ligne, d'après nos confrères de 76Actu. En cause, des dessins publiés après la mort du militant d'ultra-droite Quentin Deranque.



C'est suite à trois dessins publiés sur son compte Facebook que Bésot a reçu des messages d'injures et de menaces de mort. - Romain Huynh/Paris Normandie



Publié: 19 Mars 2026 à 19h06 Temps de lecture: 1 min

Le dessinateur satirique Bésot, qui expose actuellement trois de ses dessins à la bibliothèque Oscar-Niemeyer du [Havre](#), a déposé une plainte auprès du procureur de la République du tribunal judiciaire de Paris (Pôle national de lutte contre la haine en ligne, PNLH), suite à des menaces de mort dont il a été victime, d'après une information de [76actu](#).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

En cause, trois dessins publiés entre le 17 et le 19 février 2026, après la mort de [Quentin Deranque](#), jeune activiste identitaire tué à Lyon après des affrontements entre militants d'extrême gauche et d'extrême droite. Sur l'un d'eux, on voit un personnage tout de noir vêtu, masqué et armé d'une batte de base-ball, regrettant : « On ne peut plus faire de ratonnades tranquillement ». La référence à Quentin Deranque tient dans le titre du dessin, emprunté à Pierre Desproges : « Les rues de Lyon ne sont plus sûres. »

Des menaces de plus en plus nombreuses contre les dessinateurs

Des dessins qui ont valu à leur auteur une pluie d'insultes et de menaces sur les réseaux sociaux. Parmi les plus imagées : « Bésot est une merde de socialope de la gauchiasse islamique, traître à la nation et qui finira comme ses copains de charlie hebdo ». Des menaces de mort explicites, références aux journalistes et dessinateurs de l'hebdomadaire satirique assassinés en février 2015.

À nos confrères, le dessinateur déclare avoir hésité à déposer plainte. Ce qui l'a décidé, affirme-t-il, c'est le fait que nombre de ses confrères et consœurs aient récemment subi ce type d'injures et de menaces. Pour l'artiste satirique, « *l'extrême droite est en roue libre, ne rien faire c'est se laisser rouler dessus* ». Conscient que de nombreuses femmes, par ailleurs, sont victimes de la haine en ligne, Bésot ajoute : « *Dans tout ça, ma chance est que je sois un homme, car si j'avais été une dessinatrice, j'aurais eu en plus des menaces de viol. Etre un homme me protège de toutes ces dégueulasseries.* »

Jusqu'à six mois d'emprisonnement

Bésot attend maintenant que soit traitée la plainte qu'il a déposée auprès du tribunal judiciaire de Paris. L'article 222-17 du Code pénal prévoit que « *la menace de commettre un crime ou un délit contre les personnes dont la tentative est punissable est punie de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende lorsqu'elle est, soit réitérée, soit matérialisée par un écrit, une image ou tout autre objet* ». Malgré les menaces, il continue de publier ses dessins en ligne.

Lire aussi

[Nouveau au Havre : une école de formation d'assistants dentaires va ouvrir ses portes](#)

[Mondial de l'Impro : Le Havre accueille la crème de l'impro](#)

À Rouen, la méthode NMR, pur politique, habile et secret, entre ambition dévorante et petits arrangements

Auteur Manuel Sanson et Gilles Triolier

23–30 minutes

Largement en tête à l'issue du premier tour, le socialiste Nicolas Mayer-Rossignol devrait être réélu sans encombre à la mairie de Rouen et à la métropole. En attendant le verdict des urnes, Le Poulpe s'est intéressé à l'homme, fin manoeuvrier, animal politique biberonné aux recettes fabiusiennes. Derrière l'image de gendre idéal, affable et posé, se révèle aussi la figure d'un homme politique qui peut se montrer dur, adepte du rapport de force et cultivant le mystère.

45,13 % des suffrages au premier tour, plus de vingt points devant sa concurrente de droite et du centre. À moins d'un incroyable revirement, Nicolas Mayer-Rossignol rempilera dimanche prochain pour un deuxième mandat à la tête de la mairie de Rouen et de la Métropole Rouen Normandie.

Son calcul était le bon. Dans la douleur et au terme d'intenses négociations d'arrière-boutique et de quelques concessions, le socialiste de 48 ans est parvenu à rallier, début janvier, les Écologistes et le Parti communiste. Le plus dur semblait fait. Peut-être pas un boulevard devant lui, mais sans doute une belle avenue. Il connaît trop la sociologie rouennaise : longtemps de centre droit, elle a glissé ces dernières décennies vers le centre gauche et, sauf division, la gauche, même sans La France insoumise, part avec une longueur d'avance à Rouen, du moins aux municipales, scrutin où l'implantation compte toujours.

Sa politique, lors du premier mandat, à base de verdissement de la ville et de multiplication des pistes cyclables, a d'ailleurs été pensée pour satisfaire ces 10 à 15 000 électeurs qui, à Rouen, font une élection. Une gauche modérée et plutôt aisée, « de centre-ville », qui se reconnaît davantage dans le profil du socialiste, propre sur lui, à la tête bien faite et surdiplômé. Il faut croire que les

critiques - roi de l'insécurité et des embouteillages - émanent plutôt d'habitants des communes voisines de l'agglomération rouennaise.

En attendant le verdict définitif des urnes, *Le Poulpe* s'est intéressé à l'homme, à l'animal politique biberonné aux recettes fabiusiennes. De quoi Nicolas Mayer-Rossignol, alias NMR, est-il le nom ? Si son bilan, et celui sa majorité de gauche plurielle, apparaît donc honorable pour 45,13 % des votants, ces six années de mandat permettent néanmoins de tracer à grands traits le portrait de celui qui nourrit des ambitions dévorantes dépassant de loin la seule ville aux cent clochers.

Derrière le gendre idéal, affable et posé, se révèle aussi la figure d'un homme politique qui peut se montrer dur voire cassant, adepte du rapport de force et d'une gouvernance solitaire. « *Trop seul* », de l'avis de nombreux interlocuteurs. Le quadragénaire administre en effet la ville et la Métropole entouré d'un petit cercle de fidèles. Au sein de son cabinet d'abord, avec l'indéboulonnable Sylvain Radiguet, directeur de cabinet, plus particulièrement en charge des affaires intercommunales, ainsi que Marc Avenel, directeur de cabinet adjoint, pour les affaires municipales. On notera également la présence dans ce même cabinet - au moins pour un certain temps - du fidèle adjoint Kader Chekhemani.

Sur le plan politique, il s'appuie aussi sur quelques adjoints et vice-présidents qui, pour beaucoup, lui doivent leur carrière politique. La députée Florence Hérouin-Léautey et le propriétaire de la librairie rouennaise L'Armitière Matthieu de Montchalin, en charge du personnel, côté ville. Côté Métropole, les maires Nicolas Rouly au Grand-Quevilly, Charlotte Goujon au Petit-Quevilly ou encore Abdelkrim Marchani, venu du monde associatif et désormais totalement immergé dans le bain politique local.

« *Une petite cour s'est créée autour de lui avec des gens qui veulent lui plaire et qui ne lui disent rien* », rapporte une élue. Une observation confirmée par une source au sein du management métropolitain qui relève que les services ont « *peur de lui* ».

« *Malgré tous ses beaux discours, c'est lui qui décide de tout* »

NMR lâche peu la bride, il contrôle tout. Un élu écologiste décrit « *un fonctionnement ultra pyramidal avec une absence de concertation, hérité de l'école Fabius* ». « *Malgré tous ses beaux discours, c'est lui qui décide de tout* », critique le communiste Manuel Labbé prenant en exemple une série de réunions publiques planifiées pour dresser le bilan de la mi-mandat. « *Il n'en a parlé à personne en amont et nous a mis devant le fait accompli* »,

déplore-t-il.

À rebours, Nicolas Zuili, adjoint centriste au maire socialiste, relève que Nicolas Mayer-Rossignol sait « *faire des additions* », en ce sens qu'il peut parfaitement aller chercher des avis différents au sein de sa majorité avant de trancher, en tant que « *chef* ». « *Il a respecté ma différence* », complète l'élus en référence à sa filiation politique.

« *Si on échange évidemment ensemble, j'ai toute latitude pour travailler. Je n'ai pas à référer tous les matins des décisions qui sont prises. Quand il a des choses à dire, il les dit, comme tout homme politique, rien qui ne sorte de l'ordinaire* », avance pour sa part Charlotte Goujon, maire PS du Petit-Quevilly et vice-présidente de la Métropole, rejointe par Valentin Rasse Lambrecq, jeune pousse socialiste et conseiller municipal délégué : « *C'est lui qui arbitre, mais il nous a laissé les mains libres pour avancer sur les dossiers, comme celui de l'agora [espace de jeux d'eau sur les quais rive droite].* »

Derrière l'image publique de l'élus défenseur du dialogue et de la modération politique, Nicolas Mayer-Rossignol se révèle être, selon un élu de la majorité municipale, « *un adepte du rapport de force et de la bagarre politique* ». « *Il aime ça et peut être cassant, voire violent en interne, y compris avec des élus socialistes* », témoigne notre interlocuteur. « *C'est quelqu'un de brutal qui peut s'irriter violemment lorsque l'on s'oppose à lui* », rapporte un membre normand du parti socialiste.

Frédéric Sanchez a bien connu Nicolas Mayer-Rossignol lorsque tous deux faisaient partie de la garde rapprochée de Laurent Fabius. Si l'ancien président socialiste de la Métropole, aujourd'hui passé dans les rangs du parti Horizons, à qui les mêmes critiques furent adressées, se méfie « *d'une focalisation sur l'homme* » et préfère tacler son bilan, il voit en NMR « *quelqu'un de dur en affaires, au caractère bien trempé, qui surprend par son goût pour le rapport de force* ». « *On a l'impression qu'il aime cela* », ajoute celui qui figure en sixième place sur la liste de droite et du centre.

[Dans ce registre, Le Poulpe avait dévoilé les méthodes brutales - une forme de chantage politique - employées par l'édile à l'endroit de la députée LFI, Alma Dufour.](#)

« *Je ne l'ai jamais vu cassant. En revanche, il a de l'autorité* », concède Nicolas Zuili, disant « *ne pas être choqué* ». « *C'est la règle du jeu* », ajoute celui qui a pu suivre l'évolution d'autres figures politiques normandes.

« *Il fait preuve de très peu de considération pour les oppositions* »,

déplore de son côté Marine Caron, conseillère municipale d'opposition Horizons et tête de liste pour la droite et le centre. « *Nicolas Mayer-Rossignol mène la politique des écologistes à l'aune de considérations stratégiques* », attaque Laurent Bonnaterre (ancien socialiste, aujourd'hui Horizons), maire de Caudebec-lès-Elbeuf et principal opposant métropolitain, déniait à son ancien collègue au cabinet de Laurent Fabius toute forme de sincérité quant à sa conversion écologique.

Pour rappel, NRM qui déclare aujourd'hui assumer son étiquette socialiste était suppléant de Valérie Fourneyron alors qu'elle était candidate, défaite au final, lors des législatives de 2017 pour la majorité présidentielle du président Macron et où toute référence au parti à la rose était absente de sa propagande électorale.

"Il y a de la pudeur chez lui et ça se respecte"

« *C'est quelqu'un de secret, qui cultive sa part de mystère. On a du mal à savoir ce qu'il pense réellement, même ceux qui lui sont proches* », observe le chef d'une entreprise locale. « *Personne ne le connaît vraiment* », renchérit une source au sein du PS.

« *Il donne une impression de transparence alors qu'il ne l'est pas du tout* », ajoute cette même source. « *Il fait partie de ces élus qui ne pensent pas que l'on soit plus intelligent à plusieurs* », pique l'écologiste Laura Slimani, adjointe au maire chargée notamment de la démocratie participative. À l'inverse, le socialiste Valentin Rasse Lambrecq estime que NMR « *a toujours fait primer le collectif* ». « *Et puis j'ai découvert en Nicolas un maire qui portait une attention extrêmement forte aux difficultés personnelles de ceux qui l'entourent* », renforce-t-il.

Difficile de percer l'armure. « *Il y a de la pudeur chez lui et ça se respecte* », glisse Nicolas Zuili. En 2024, NMR avait néanmoins publiquement révélé souffrir d'un cancer de la vessie. Début janvier, au moment d'officialiser son désir de rempiler, il est revenu sur le sujet, évoquant ce jour-là de récents examens médicaux positifs, lui qui avait conditionné sa candidature à ce feu vert médical.

Père de famille, séparé d'une première union, il cultive la discrétion même si sa liaison avec une journaliste de la radio *Ici Normandie* a fait gloser dans les ruelles de la capitale normande sur un éventuel mélange des genres entre journalisme et politique. La journaliste en question a fini par être exfiltrée de la rédaction rouennaise vers un poste à Paris tant la situation en interne devenait intenable.

Domicilié en réalité à Saint-Martin-de-Boscherville lors de sa première élection, le maire de Rouen a fini par s'installer concrètement à Rouen, s'épargnant ainsi quelques attaques sur le

sujet comme on avait pu les entendre en début de mandat.

Sa méthode au bulldozer a pu crisper en interne. « *Quand il a quelque chose en tête, il fonce sans se retourner* », glisse une source syndicale métropolitaine. « *Des questions se posent sur le management et l'accompagnement des équipes* », tacle sa concurrente Marine Caron.

Ses deux premières années de mandat à la ville ont été marquées par de vives tensions avec le syndicat CGT sur à peu près tous les sujets, des rythmes de travail au droit de grève en passant par la dénonciation d'une absence de revalorisation salariale ou encore de la volonté de « *détruire son personnel, psychologiquement, physiquement et moralement* », comme assené dans un tract. Le syndicaliste lui reconnaît néanmoins une certaine aptitude à dénouer les conflits, citant notamment le cas du préavis de grève déposé quelques semaines avant l'Armada 2023. Sur la fin du mandat, il se serait d'ailleurs montré plus à l'écoute.

« *C'est un gros bosseur doté d'une grande intelligence* », convient Laurent Bonnaterre. « *À l'heure où la politique touche parfois le fond du caniveau, ça fait du bien d'avoir quelqu'un de ce niveau* », renchérit Nicolas Zuili. « *Il est très réactif et connaît ses dossiers sur le bout des doigts* », abonde de son côté le cégétiste Guillaume Larose. « *Il travaille beaucoup et dort peu* », observe pour sa part un élu écologiste.

NMR a réussi à contenir sa majorité politique et à s'éviter tout clash d'envergure

NMR est ainsi parvenu à contenir sa majorité politique et à s'éviter tout clash d'envergure avec ses partenaires écologistes et communistes, le tout en sapant leurs velléités d'indépendance. Il a su les séduire en adoptant un positionnement très pro-migrant et en bataillant régulièrement avec la préfecture sur la régularisation des cas de sans-papiers médiatisés. Nicolas Mayer-Rossignol a aussi repris une bonne part du programme de ses alliés écologistes. [À commencer par le refus de la Métropole de financer l'emblématique projet du contournement autoroutier à l'Est de Rouen.](#)

Projet routier imaginé dans les années 70 longtemps soutenu par le parti socialiste de Seine-Maritime. C'est sous son impulsion que le PS local a finalement fait son aggiornamento, non sans susciter quelques crispations en interne. Le président de la Métropole, qui s'est élevé politiquement sur la ligne productiviste fabiusienne, défend aujourd'hui le concept de social-écologie et fait tout pour verdir son image. Une partie du monde économique rouennais n'a

d'ailleurs toujours pas digéré ce revirement, *a contrario* de l'entrepreneur Jean-Louis Louvel qui vient étonnamment de lui tresser quelques lauriers. Même si le soutien de celui qui fut candidat macroniste à Rouen en 2020, avant d'abandonner entre les deux tours, ressemble davantage à une petite vengeance personnelle contre la droite et le centre, qu'il avait été dans l'incapacité de rassembler.

Dans la coulisse, NMR a également permis à Stéphane Martot et Jean-Michel Bérégovoy, le duo de tête des Écologistes au niveau local, d'entrer au conseil départemental en 2021 et, selon les mauvaises langues, empêcher ainsi toute volonté de leur part d'aller voir ailleurs.

Avec les communistes, la relation est apparue plus tendue sans pour autant provoquer de conflit irréversible. En même temps, le passif reste plus lourd avec le PCF. [Les dernières séquences électorales, municipales mais surtout départementales et régionales, ont laissé des traces.](#)

Elles ont notamment donné lieu à un gros couac en conseil communautaire. La délibération à bulletins secrets visant à implanter une aire de grand passage dans la commune PCF de Oissel, projet dans les cartons depuis plus d'une décennie, a été rejetée par l'assemblée, suscitant l'ire de Nicolas Mayer-Rossignol et révélant quelques fragilités dans sa majorité.

À la Métropole, il a pu avancer ses pions en desserrant l'étau politique à gauche

NMR est un fin manoeuvrier politique. Il l'a démontré tout au long de ce mandat. En particulier à la Métropole, vrai centre du pouvoir et de la surface financière, où le groupe socialiste ne dispose pas d'une majorité absolue et doit faire face à l'opposition mais surtout aux communistes et écologistes.

Dès le début, il a mouillé le maillot pour s'associer avec un groupe de maires de petites communes, présidé par Thierry Chauvin, maire centriste de Saint-Martin de Boscherville, [condamné depuis par la justice pour prise illégale d'intérêts.](#) Il a ainsi pu avancer ses pions en desserrant l'étau politique à gauche. Nicolas Mayer-Rossignol a su souffler le chaud et le froid sur certains dossiers polémiques, en particulier sur le terrain économique.

[Sur le dossier Amazon](#), par exemple. Si le conseil métropolitain a voté contre l'implantation du géant américain du e-commerce sur le site de l'ancienne raffinerie Petroplus à Petit-Couronne, un de ses proches - son adjoint au commerce - a envoyé un signal contraire en s'abstenant au moment du vote en conseil municipal. [Même](#)

[topo en ce qui concerne le controversé projet d'implantation de la sucrerie AKS à Moulineaux, d'abord regardé d'un bon oeil avant d'être finalement rejeté.](#)

L'ancien fabiusien est également un professionnel de la stratégie et de la bonne vieille politique politicienne. À la ville de Rouen, le groupe Fiers de Rouen, issu de sa campagne victorieuse de 2020, ne disposait pas non plus de la majorité absolue. Il a alors débauché une élue du groupe écologiste qui lui a apporté la voix manquante.

Cette dernière étant partie sous la bannière de l'un des groupes d'opposition, il a fallu trouver quelqu'un d'autre en la personne de Louisa Mameri, selon Manuel Labbé. « *Elle vote de nombreuses délibérations présentées par la majorité* », glisse l'élue PCF.

[Dès sa prise de fonction à la Métropole, il a aussi promu à la tête des musées littéraires un vieux compagnon de route de Laurent Fabius sans que l'on sache vraiment quelle aura été la réalité de son travail à ce poste.](#)

Si le président a clairement inscrit son action dans l'écologie, il a tout de même essuyé un échec avec le départ de sa vice-présidente en charge de la thématique. Marie Atinault, figure de l'écologie associative, débauchée au moment de la campagne municipale, a jeté l'éponge après moins de deux ans de mandat.

Selon nos informations, elle aura été broyée par la technostructure métropolitaine et la vieille garde socialiste sur fond d'anciennes rancœurs liées à son passage, en tant que contractuelle, à l'intercommunalité, du temps de la présidence Sanchez. Un élu écologiste influent résume la situation à sa manière, cash : « *NMR l'a utilisée et puis il l'a jetée car il n'en avait plus besoin.* »

Sa victoire de 2020 lui a permis d'asseoir son emprise sur la fédération PS de Seine-Maritime

Sa victoire de 2020 lui a permis d'asseoir son emprise sur la fédération PS de Seine-Maritime, bastion historique du parti socialiste, autrefois contrôlée d'une main de fer par Laurent Fabius. « *Il a phagocyté la fédé* », constate aujourd'hui une source proche du parti de Jaurès. En plaçant, à tous les étages, « *des obligés* ». À commencer par Vincent Duchaussoy, 1^{er} secrétaire et employé au groupe PS de la Région, qui doit au maire de Rouen ses deux postes.

« *C'est la stratégie de NMR de faire bouffer les gens pour ensuite les avoir avec le doigt sur la couture du pantalon* », décrypte notre

source. NMR a également marginalisé des fabiusiens historiques, notamment Christophe Bouillon, maire de Barentin, ou encore le sénateur Didier Marie.

Nicolas Mayer-Rossignol semble avoir une certaine idée de lui-même, au point parfois de s'enfermer dans des choix périlleux. Ses trois premières années de mandat fourmillent d'exemples. [De sa querelle avec la CGT à propos du temps de travail](#), donnant lieu à un jugement défavorable du tribunal administratif, en passant par son soutien appuyé à des élus mis en cause par la justice, tel Thierry Chauvin, maire de Saint-Martin-de-Boscherville, pièce essentielle pour conforter sa majorité métropolitaine, [jusqu'à son acharnement à dézinguer l'ancien directeur du Crédit municipal de Rouen, quitte à prendre une volée de bois vert par le Défenseur des droits](#). [Dans cette même affaire à tiroirs, l'édile était, aux dernières nouvelles, toujours visé par plusieurs plaintes pénales.](#)

Son habileté politique, reconnue de tous, n'est pas toujours infaillible. [Il faut ainsi signaler l'incroyable risque politique pris par l'édile consistant en la réintégration et la promotion d'un agent de la ville par ailleurs condamné pour complicité de génocide au Rwanda.](#)

[Le cas Mélanie Boulanger](#) témoigne aussi d'un certain entêtement. En 2022, quand l'ancienne maire de Canteleu est sortie de sa garde à vue pour complicité de narcotrafic, il prend farouchement sa défense, dénonçant le traitement « *juridico-médiatique* » qui lui serait réservé. Quelques mois plus tard, elle sera mise en examen par le juge d'instruction sur la base « *d'indices graves et concordants* ». « *Nicolas a une grande qualité, il est fidèle en amitié* », soutient Nicolas Zuili.

« *Ce n'est pas un ordinateur, ce n'est pas quelqu'un de froid, il a des sentiments pour les gens* », renchérit son adjoint à la ville pour battre en brèche l'idée d'une machine politique, froide et calculatrice.

À l'issue, Mélanie Boulanger a été relaxée, donnant lieu à une scène cocasse impliquant vos serviteurs et révélant les failles de ce professionnel de la politique presque toujours dans la maîtrise de soi. Ce jour-là, une conférence de presse se tient sur le site Chapelle Darblay à Grand-Couronne en soutien à une reconversion industrielle incertaine. La nouvelle de la relaxe tombe sur les fils d'actualité.

Visage fermé, brandissant son téléphone, le maire de Rouen se précipite alors vers le journaliste du *Poulpe*, voulant ainsi démontrer qu'il avait eu raison et que nous avions eu tort d'investiguer sur cette affaire qui révélait pourtant l'entrisme des

réseaux mafieux au coeur de certaines collectivités locales.

Lors d'une conférence de presse, début janvier, NMR a terminé « *par un mot de remerciement pour tous les journalistes* ». « *Même si on peut avoir des différends, évidemment, c'est normal, des appréciations différentes de points de vue, parfois même des tensions, en tout cas des divergences, je voulais vraiment vous remercier pour tout le travail démocratique que vous faites* », a-t-il conclu. *Le Poulpe* ne s'est pas vraiment senti inclus dans ces compliments, tant les relations strictement professionnelles entre le maire et nous oscillent entre le tiède et le glacial.

En 2009, Nicolas Mayer-Rossignol, alors jeune et nouveau conseiller de Laurent Fabius à l'agglomération, nous avait - chose rare - proposé une entrevue autour d'un repas au restaurant alors que nous étions encore jeunes journalistes au quotidien *Paris-Normandie*. Dix ans plus tard, en 2019, il avait même été le seul politique normand, certes en campagne municipale à cette époque, à être présent lors de la soirée de lancement du *Poulpe*.

Depuis, au fil de nos enquêtes sans concession et de nos révélations, les relations se sont tendues. S'il acceptait de répondre au *Poulpe* en début de mandat, c'est désormais silence radio, à l'exception de quelques réponses écrites de son cabinet en cas de sujet explosif qui exige d'être déminé. Pour cet article, nous l'avons évidemment sollicité pour une rencontre, de préférence en face à face. Un de ses lieutenants a été envoyé pour prendre la température. Au final, il n'est pas revenu vers nous.

L'appel des sirènes nationales

Ces six années de mandat furent également l'occasion pour NMR de se mettre sous les feux des projecteurs dans le but d'acquérir une notoriété sur la scène nationale. La polémique engagée à propos d'un possible déménagement de la statue de Napoléon de la place du Général-de-Gaulle doit sans doute s'analyser en ce sens, même si l'issue du référendum local n'a pas validé le souhait de l' élu, à savoir un déménagement et le remplacement par la statue de l'avocate Gisèle Halimi.

Le socialiste et son cercle rapproché ont oeuvré auprès des médias nationaux afin qu'il soit cité ici ou là, en toutes occasions offertes par l'actualité nationale et locale. Mais ce sont surtout ses deux campagnes internes au parti socialiste, contre le premier secrétaire Olivier Faure, qui lui ont permis de prendre la lumière et de commencer à se faire un nom au plan national. « *Nicolas veut être président de la République, son ambition en est à ce niveau* », affirme une source au sein de la direction nationale du PS.

« Il joue un rôle dans les querelles internes au PS mais quel est l'intérêt du territoire ? Il n'y en a pas. J'ai tendance à croire, comme d'autres, qu'il se sert de Rouen comme d'un tremplin », tacle l'opposant Frédéric Sanchez. *« Il s'est servi de cette nouvelle notoriété pour faire avancer son territoire »*, se réjouit au contraire Nicolas Zuili. Une chose est sûre : ses deux campagnes internes au PS, en 2023 et 2025, l'ont amené à délaisser un temps ses bases rouennaises. Toutes nos sources témoignent ainsi du fait qu'il était très peu présent sur le terrain vers la fin de l'année 2022.

Selon nos informations, lors de la dernière élection législative, son nom a largement circulé pour une candidature de titulaire au Palais Bourbon, à la place de Florence Hérouin-Léautey. Il n'a finalement été que suppléant de la députée de la première circonscription de Seine-Maritime. Et il a même été cité comme potentiel ministre d'un gouvernement piloté par l'ancien socialiste normand Bernard Cazeneuve. L'appel de la capitale le chatouille très sérieusement.

Où qu'il soit, NMR reste très actif sur les réseaux sociaux, communiquant à tout-va sur les réalisations de la Métropole, jouant la carte de la proximité en répondant à tout quidam qui l'interpelle, ou celle de la décontraction en se mettant en scène guitare à la main. *« Il reste très abordable et facilement joignable par SMS »*, observe Guillaume Larose, secrétaire du syndicat CGT à la ville.

Durant cette campagne municipale, NMR a voulu nationaliser l'enjeu en affirmant se battre contre *« l'extrême droite et la droite extrême »*. Localement dans les faits, les deux principales embûches sur la route d'une nouvelle victoire résidaient dans les scores des listes de la droite et de La France insoumise. Alors que son positionnement national anti-LFI, qui empêche toute idée d'alliance, aurait pu lui faire perdre des voix, il n'en a finalement rien été. Les 14,04 % de Maxime Da Silva au premier tour permettront certes aux insoumis d'entrer au conseil municipal et de *« titiller »* le maire, mais sans le plomber sévèrement. En septembre dernier, NMR identifiait d'ailleurs *« un risque très mesuré »* concernant la candidature autonome de LFI.

Restait également une inconnue, à savoir le résultat de Marine Caron (Horizons), arrivée en deuxième position mais loin derrière (24,76%). Si le centre et la droite ont réussi à ne pas retomber dans leurs travers historiques en s'unissant autour de la jeune femme, l'alliance s'est avérée incapable de bousculer le socialiste et de créer un réel suspense pour le second tour.

Pour NMR, la dernière marche sera sûrement celle de la conquête du siège de président de la Métropole, là où se concentrent bon nombre de compétences et de budgets structurants. Sur le papier,

au vu des résultats de premier tour, rien ne semble devoir troubler une réélection tranquille. La plupart des bastions socialistes - Elbeuf, Grand-Quevilly, Canteleu... - ont tenu le choc face aux velléités du RN ou de LFI. « *L'enjeu désormais sera de voir s'il dispose d'une majorité large ou étriquée au conseil métropolitain* », observe un maire de l'agglomération. Dans la seconde hypothèse, Nicolas Mayer-Rossignol devra, comme il l'avait fait lors du mandat écoulé, se mettre dans la poche des maires de petites communes. Rien d'insurmontable pour le rusé renard socialiste qui, en un seul mandat, s'est hissé au rang de véritable poids lourd politique en Normandie.

Municipales 2026. Dernières heures de campagne électorale pour les trois candidats à Fécamp

Célia Caradec

6-7 minutes

C'est une triangulaire qui s'offre aux électeurs, à Fécamp, au second tour des élections municipales, dimanche 22 mars. Trois candidats se sont qualifiés à l'issue du premier tour : le maire sortant divers droite David Roussel (41% des suffrages exprimés), suivi de Bénédicte Martin pour l'union de la gauche (36%) et de Serge Girard du Rassemblement national (24%). Près de 46% des électeurs ne se sont pas prononcés.

David Roussel : "la proximité est notre ADN"

"Une élection n'est jamais jouée d'avance", [rappelle David Roussel](#). S'il est arrivé en tête, dimanche 15 mars, le maire sortant de Fécamp se montre prudent. "On remet les compteurs à zéro, avec la même configuration, et la campagne de l'entre-deux tours est très courte", rappelle l' élu. "De manière assez classique, on a analysé les résultats dans les différents bureaux, on continue les rencontres dans notre permanence, en porte à porte, et on affûte les derniers arguments de campagne", détaille le maire en place.



David Roussel, maire sortant de Fécamp. - Célia Caradec

Il avance notamment un argument très politique : *"Il y a trois Insoumis sur la liste de gauche, on voudrait nous faire croire qu'à Fécamp nous aurions des candidats LFI plus gentils qu'ailleurs... C'est un choix de notre concurrente et nous le dénonçons depuis le début."* Il entend aussi convaincre les abstentionnistes, les habitants désabusés de la politique. *"40% de nos colistiers se présentent pour la première fois", rappelle celui qui porte la liste Choisir Fécamp, composée "d'habitants engagés qui avancent ensemble avec beaucoup de sincérité. La proximité a été un ADN lors de ces deux derniers mandats".*

David Roussel



0:00 / 0:28



Pendant cette campagne express, son équipe met à nouveau en avant ses priorités telles que la sécurité, la santé - avec un projet de maison pluridisciplinaire de santé - et le logement. *"Nous avons une politique de réhabilitation de logements dégradés et 400 logements ont été construits lors du dernier mandat, c'est aussi notre objectif pour le prochain",* avance David Roussel.

David Roussel



0:00 / 0:41



Son programme complet [est à retrouver ici](#). Une réunion publique est prévue vendredi 20 mars, à 19 heures.

Bénédicte Martin : "la dynamique est derrière nous"

[Principale challenger du maire, Bénédicte Martin](#) estime que rien n'est joué : *"Près d'un électeur sur deux ne s'est pas déplacé dimanche, on est à 365 voix de la droite, donc on est très proches."* Depuis lundi, les équipes de la liste *Fécamp, ensemble autrement !* ratissent l'ensemble des quartiers pour convaincre les abstentionnistes, mais pas seulement. *"Des électeurs se sont tournés vers l'extrême droite par colère. Il faut aller les convaincre qu'un autre choix est possible, que la seule alternative crédible, c'est nous. Monsieur Girard est à 24%, la marche est haute pour lui. La dynamique est derrière nous, on y croit."*



Bénédicte Martin, candidate de l'union de la gauche à Fécamp. - Fécamp, ensemble autrement !

Alors que David Roussel se présente en rempart contre "*les extrêmes*", la liste de gauche a choisi de tourner l'argument en dérision. Les vidéos programmatiques des derniers jours se terminent par la mention "C'est extrémiste, ça ?". "*Cette attaque est grotesque*, estime la candidate, *cela fait six ans que l'on incarne une opposition constructive, réfléchie, au plus près des besoins des habitants.*" Bénédicte Martin rappelle au passage que sa liste a bien été classée "union de la gauche" par la préfecture de Seine-Maritime.

Bénédicte Martin



0:00 / 0:39



Chez les électeurs qui n'ont pas voté dimanche, plutôt qu'un discours du type "tous pourris", l'écologiste affirme plutôt être confrontée à une forme de détresse. "*Les gens font face à un manque de médecins, d'accès à l'éducation, de transports... Quand on est pris dans les problèmes du quotidien, c'est parfois difficile de se projeter*" vers une proposition politique. "*Notre rôle, c'est de redonner de la confiance, avec un programme construit avec les habitants.*"

Bénédicte Martin



0:00 / 0:41



Un programme à retrouver [en intégralité ici](#).

Serge Girard : "tout le monde sur la même ligne de départ"

Coureur de fond, Serge Girard rappelle que *"au 100 m, il faut d'abord se qualifier, mais le jour de la finale, tout le monde est sur la même ligne de départ ! Dimanche, à 8h, Madame Martin et Monsieur Roussel, n'auront pas une voix d'avance sur nous"*. Le candidat du RN a lui aussi regardé attentivement le poids de l'abstention. *"Même si ce sont des scrutins différents, aux dernières élections européennes et législatives, c'était plus de 3 000 voix pour le RN. On a fait 1 690 voix dimanche, donc il y a un potentiel énorme"*, détaille le candidat, qui remarque que les non-votants sont nombreux dans des quartiers *"qui votent en principe RN"*, comme le Ramponneau ou Saint-Jacques.



Serge Girard, candidat du Rassemblement national à Fécamp.
Archives. - Célia Caradec

[Le maire sortant de Grainville-Ymauville](#) déploie ses arguments pour défendre sa liste, *Un nouveau cap pour Fécamp*. *"On a des leviers pour agir sur le pouvoir d'achat. On peut agir sur le prix de la crèche, le prix de la cantine ou celui de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, par le biais de la communauté d'agglomération, en passant à l'incitation pour diminuer les coûts, par exemple."* Serge Girard insiste aussi sur la sécurité : *"Même si Fécamp peut paraître une ville calme, il y a eu quelques démantèlements de trafic de drogue, il faut rester vigilant."*

Serge Girard



0:00 / 0:39



Le candidat de l'extrême droite se pose lui aussi en candidat de l'alternance. *"Madame Martin et Monsieur Roussel ont été dans les équipes de gouvernance des mandats précédents, ils ont eu la*

capacité de faire changer les choses et elles n'ont pas changé, sauf l'augmentation de la dette !, déplore Serge Girard qui continue de filer la métaphore : "*Une course n'est jamais gagnée tant qu'elle n'est pas terminée.*"

Serge Girard



0:00 / 0:36



Municipales 2026. "Je ne suis pas convaincu par ceux qui veulent nous représenter" : A Rouen, le taux d'abstention frôle les 50%

Justine Carrère

~3 minutes

Le second tour des élections municipales dimanche 22 mars mobilisera-t-il plus de citoyens ? Pour le premier tour, l'abstention enregistrée en Seine-Maritime a atteint 43,89%. Au Havre, le taux d'abstention s'élève à [47,58%](#), à Rouen, [49,29%](#) des habitants se sont abstenus de voter. [En 2020](#), l'abstention dans le département était à 56% au 1^{er} tour des élections municipales et à 39% en 2014.

Jeudi 19 mars, au marché Châtelet situé dans les Hauts-de-Rouen, quartier populaire de la ville où l'abstention a été majeure, les militants ont essayé de convaincre les abstentionnistes d'aller voter au second tour.

A lire aussi. [Municipales 2026 à Rouen. Ecoutez le débat d'entre-deux-tours entre Nicolas Mayer-Rossignol, Marine Caron et Maxime Da Silva](#)

"Ils ne font rien, que ce soit le président ou les maires"

Fabienne, habitante dans l'agglomération rouennaise, ne s'est pas déplacée dimanche 15 mars lors du premier tour des élections municipales. *"En ce moment chez nous, ils ne font rien, que ce soit le président ou les maires"*, indique-t-elle. *"On est découragé par le vote"*, ajoute celle qui ne compte pas non plus voter au second tour. A 34 ans, Guillaume n'a quant à lui jamais voté de sa vie. *"Je ne suis pas convaincu par ceux qui veulent nous représenter et je n'ai pas envie de voter par dépit. Je préfère m'abstenir"*, explique-t-il. *"Si le vote blanc était vraiment utile et efficace j'irai voter."* Selon lui, *"le fond du problème ne change pas, il y a juste des têtes qui passent."* Même réflexion chez Hassan. *"Il suffit de voir ce que font les politiciens avec nos votes, ils ne les respectent pas"*, indique-t-il.

"Au début je votais mais plus maintenant".

Un manque de confiance ?

"Il y a un manque d'informations. Des gens sur les marchés nous disent : 'ah il y a un deuxième tour ? On ne savait pas. On essaie d'informer et on espère que les gens qui n'ont pas voté au premier tour, voteront au deuxième'", confie Farida Majdoub, militante en pleine opération de tractage. Et pour inciter ces personnes à aller voter, "nous leur parlons de notre programme. On convainc les gens autour de nos idées", précise-t-elle. Selon la militante, "Il y a chez la jeunesse une espèce de manque de confiance envers les politiques et quel que soit le parti". Pascal Le Clec'h, un autre militant, constate aussi que certains "ont du mal à croire en la politique". Selon lui, pour qu'ils aillent voter, "il faut les rencontrer et échanger".

Polémique. Tensions autour de la salle pour tenir le meeting d'entre-deux tours des municipales dans cette commune de Seine-Maritime

Nicolas Durand et Ghislain Annetta

4-5 minutes

"Mon objectif n'est pas d'égratigner le maire, ni Benjamin Gorgibus, que je respecte comme tout le monde, mais de faire respecter les règles de la démocratie qui me tiennent à cœur", assure Bertrand Buirette, candidat au second tour des municipales à Saint-Valery-en-Caux. Il s'interroge sur l'impossibilité de se voir mettre à disposition une salle pour tenir une réunion publique dans la commune avant le scrutin de ce dimanche 22 mars.

A lire aussi. [Il n'y aura que deux listes au second tour : Raphaël Distante se retire, et sans donner de consigne de vote](#)

Une attente trop importante ?

Dès mardi à 14 heures, le challenger, arrivé en deuxième position à l'issue du premier tour, a fait une demande de salle auprès de la mairie. *"J'ai attendu jusqu'à 17h45, on m'a répondu : 'C'est compliqué'. J'ai alors demandé à avoir le Rayon Vert",* une demande à laquelle la mairie n'a pas accédé non plus. Ce n'est que mercredi matin que le candidat a pu s'entretenir avec Jean-François Ouvry, encore maire de la commune, pour essayer de trouver une solution. *"Elle m'a été proposée pour le soir même [mercredi], en me précisant de m'y prendre plus tôt",* se désole le candidat.

Une salle réservée dès le mois de septembre ?

Visiblement, il y en a un qui s'y est pris plus tôt. C'est Benjamin Gorgibus, quelques semaines avant la campagne. *"Il a réservé la salle en septembre, alors qu'il n'était pas encore officiellement candidat",* plaide Bertrand Buirette. *"Quand on sait qu'on a 24 heures pour organiser le second tour et qu'une personne déjà à la mairie a le droit de réserver ce type d'équipement à titre privé, ce*

n'est pas tout à fait équitable pour la démocratie." Une réservation à l'avance qui, d'après nos informations, sera utilisée au dernier moment par le candidat Benjamin Gorgibus dans un entre-deux tours décisif.

La réponse du maire

Nous avons sollicité le maire Jean-François Ouvry. Selon lui, il n'y a pas lieu à polémiquer : *"Les règles sont connues depuis le début de la campagne. Je ne peux les changer au gré des uns et des autres"*. Concrètement, la salle municipale est destinée à la campagne électorale les lundi, mardi, mercredi et jeudi précédant le second tour. *"C'était déjà comme cela en 2014 et en 2020"*, précise-t-il. *"Le vendredi soir, il n'est pas possible de l'utiliser car on la prépare pour le dimanche"*. Il estime que Bertrand Buirette et ses colistiers auraient pu *"faire une réservation pour le second tour en même temps qu'ils l'ont fait pour le premier au mois de février"*. C'est ce qu'il expliquait au candidat quand il l'a reçu mercredi matin. Quant à la possibilité d'utiliser Le Rayon Vert, autre équipement appartenant à la ville, il répond que les conditions n'étaient pas réunies dans un laps de temps si court. *"C'est facile de s'en prendre au maire quand on réagit trop tardivement, à savoir mardi matin, à quelques jours seulement du deuxième tour"*.

Ultime rebondissement

Rebondissement, alors même que Jean-François Ouvry répondait à nos questions, Benjamin Gorgibus annonçait une réunion publique dans la fameuse salle tant convoitée... Pourtant, jusqu'alors, il n'avait rien annoncé même sur ses réseaux sociaux. Contacté dans la foulée, il précise que la salle était en effet *"mise à disposition à titre gracieux pour les jeudis 12 et 19 mars"*. *"J'ai eu la réponse du maire le 18 septembre. A l'origine, je voulais faire un rassemblement de mes soutiens, on a fait un premier mail. Comme j'ai pas mal de personnes qui viennent aux réunions, après hésitation, j'ai décidé de l'élargir à tout le monde."* Et si Bertrand Buirette ne faisait rien ce soir-là, Benjamin Gorgibus confirme qu'il *"la faisait quand même"*.

Toutefois, d'après les documents que nous avons pu consulter, qui ont poussé la rédaction à creuser le dossier de ces réservations de salle, Benjamin Gorgibus n'envisageait pas forcément d'occuper l'équipement ce jeudi 19 mars.

Municipales 2026 : au Havre, Édouard Philippe confronté à une union de la gauche et à l'extrême droite au second tour - ICI

Sixtine Lys

5-7 minutes

Résultats des élections municipales 2026



Édouard Philippe, Jean-Paul Lecoq et Franck Keller. © Maxppp - Vincent Isore

Publié le jeudi 19 mars 2026 à 17:29

Édouard Philippe (Horizons) parviendra-t-il à être réélu au Havre dimanche soir lors du deuxième tour des municipales ? Lors du premier tour, il a devancé de dix points la liste d'union de la gauche portée par le communiste Jean-Paul Lecoq. Le candidat UDR-RN Franck Keller a récolté 15,3% des voix.

Pour le second tour des élections municipales dimanche 22 mars 2026 au Havre, ce sera une triangulaire entre l'ancien Premier ministre, candidat à la présidentielle et maire sortant Édouard Philippe (Horizons), le député communiste Jean-Paul Lecoq (liste d'union de la gauche) et le candidat UDR-RN Franck Keller.

À l'issue du premier tour, le numéro un d'Horizons [avait redonné quelques couleurs au bloc central, qui n'avait pas franchement brillé à l'échelle nationale, avec 43,76% des voix](#). Il était en tête avec plus de 10 points d'avance sur la liste d'union de la gauche (sans LFI) portée par le communiste Jean-Paul Lecoq (33,25%). Franck Keller (Union de la droite associée au Rassemblement national) a recueilli 15,30%.

Édouard Philippe appelle "au plus large

rassemblement possible"

L'ancien Premier ministre joue gros pour ce scrutin, **il avait lui-même conditionné sa victoire à la suite de sa carrière politique et notamment à [l'élection présidentielle](#)**. *"Je suis favorable au plus large rassemblement possible pour éviter le retour en arrière que représenterait une victoire du PCF et de ses alliés insoumis"*, a-t-il dit à l'issue du premier tour, mais aussi afin de limiter le score de Franck Keller *"qui ne connaît ni Le Havre ni les Havrais"*.

Du côté de la gauche, Jean-Paul Lecoq était parti sans La France insoumise au premier tour, mais c'est **une gauche unie** qui se présente au second tour. LFI, représenté par Charlotte Boulogne dimanche dernier dans la ville portuaire, appelle ses sympathisants à voter pour la liste d'union de la gauche le 22 mars. *"Battons Édouard Philippe, battons l'extrême droite et changeons la vie des Havrais.es"*, [peut-on lire sur leur publication Facebook postée au lendemain du premier tour](#). Le député communiste Jean-Paul Lecoq, ancien maire de la ville voisine de Gonfreville-l'Orcher, avait déjà tenté sa chance en 2020 au Havre. Il avait alors été largement battu au second tour : 41,1% des voix contre 58,8% pour son adversaire.

Le candidat UDR-RN absent lors du vote au premier tour

Franck Keller, troisième homme du scrutin, élu en Île-de-France à Neuilly-sur-Seine depuis 2020, fait régulièrement des allers-retours au Havre depuis qu'il s'est lancé dans la campagne. Dimanche 15 mars, [lors du premier tour, il n'a pas voté au Havre](#), en raison *"d'un problème de santé"*. *"En effet, **mon dos s'est retrouvé totalement bloqué pendant plusieurs heures dimanche**"*, a-t-il argumenté. Celui qui porte la liste de l'UDR et du Rassemblement national était cependant bien présent dimanche soir à l'Hôtel de ville du Havre pour suivre les résultats du scrutin.

Les **quatre autres listes en lice** lors du premier tour, toutes à gauche ou à l'extrême gauche, ont cumulé 7,69% des voix. Au total, 57,91% des électeurs ont participé au scrutin en Seine-Maritime.

Le Havre (76600) : résultats du tour des élections municipales 2026

Passer la section

Edouard PHILIPPE

Qualifié

Franck KELLER

Liste d'union à l'extrême-droite

Qualifié

Charlotte BOULOGNE

Liste de La France insoumise

Marie LE CIEUX

Participation

52,42 %

54 469 votants

Abstention

47,58 %

49 449 non-votants

Exprimés

51,35 % 53 359 votes

Votes blancs

2,04 % 1 110 votes

Votes nuls

0 % 0 vote

- [Élections municipales](#)
- [politique](#)
- [Mairie – Municipalité](#)
- [Édouard Philippe](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Édouard Philippe est en tête au Havre à l'issue du premier tour des élections municipales ce dimanche, avec 43% des voix. Le maire

Municipales 2026 : "Le Havre, c'est l'aventure que j'ai choisie", affirme Édouard Philippe - ICI

5-6 minutes

Résultats des élections municipales 2026



Edouard Philippe était l'invité d'ICI Normandie ce vendredi © AFP - LOU BENOIST / AFP

Diffusé le vendredi 20 mars 2026 à 7:44

Publié le vendredi 20 mars 2026 à 7:44

Arrivé en tête le soir du premier tour des élections municipales, Édouard Philippe, candidat Horizons à la mairie du Havre, est l'invité d'ICI Normandie ce vendredi matin.

Le maire sortant du Havre, Édouard Philippe, était l'invité d'ICI Normandie ce vendredi matin. Candidat à sa réélection, [il est arrivé en tête au soir du premier tour le 15 mars dernier](#). Il fera face au candidat de gauche Jean-Paul Lecoq et à la tête de liste RN Franck Keller ce dimanche.

Cette campagne a un parfum particulier pour l'ancien Premier ministre. [Il a lui-même conditionné la suite de sa carrière politique](#), et notamment [l'élection présidentielle](#), à sa victoire. Pour autant, Édouard Philippe insiste : *"Je suis candidat pour être maire du Havre, pas pour ne pas être maire du Havre. J'ai été maire du Havre de 2020 à 2026, on m'a fait beaucoup de propositions pendant cette période, je les ai toutes refusées parce que je m'étais engagé à être maire du Havre. Je serai donc maire du Havre pendant le prochain mandat."*

La campagne électorale, un moyen de valider "un programme et une équipe"

Mais il tempère quand même : *"La seule hypothèse pour laquelle je pourrais cesser d'être maire du Havre, c'est si effectivement je suis candidat à l'élection présidentielle et que je gagne. C'est un énorme si. Je ne suis pas le favori à l'élection présidentielle."*

Si ce cas de figure venait malgré tout à se présenter, Edouard Philippe rassure : *"J'ai la chance d'avoir dans mon équipe des élus d'expérience. Il y a dans ma liste un ancien maire du Havre, Jean-Baptiste Gastinne, deux parlementaires élus et réélus qui ont toutes les deux eu l'occasion d'être ministres d'un gouvernement, ce qui leur donne une expérience considérable, des adjoints incroyablement talentueux... J'ai de la chance de pouvoir m'appuyer sur une équipe extrêmement solide."*

"La campagne électorale sert à valider un programme et une équipe, et c'est ça que je propose aux Havraises et aux Havrais", conclut-il. "Je serai maire du Havre, si les électeurs le souhaitent, parce que c'est l'aventure que j'ai choisie, la ville que j'aime, et poursuivre ce qui a été engagé par Antoine Rufenacht compte incroyablement à mes yeux."

Le candidat a également abordé des points de son programme en matière de santé, mais aussi de transports et de rénovation urbaine.

Le Havre (76600) : résultats du tour des élections municipales 2026

[Passer la section](#)

Edouard PHILIPPE

Qualifié

Franck KELLER

Liste d'union à l'extrême-droite

Qualifié

Charlotte BOULOGNE

Liste de La France insoumise

Marie LE CIEUX

Participation

52,42 %

54 469 votants

Abstention

47,58 %

49 449 non-votants

Exprimés

51,35 % 53 359 votes

Votes blancs

2,04 % 1 110 votes

Votes nuls

0 % 0 vote

- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- ICI
- [Campagne électorale](#)
- [Élections municipales](#)
- [politique](#)
- [Scrutin](#)
- [Édouard Philippe](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI
Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies
par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier
électronique de contenus et d'informations relatifs aux
programmes.

Les épisodes de l'émission : ICI matin, l'invité ICI Normandie

[Passer la section](#)

**Municipales 2026 : Jean-Paul Lecoq, tête de liste de la gauche
unie**

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le maire sortant Horizons Édouard Philippe se présente pour un troisième mandat en son nom lors des élections municipales des 15 et 22 mars. Face à lui, six candidats veulent le faire chuter au Havre et pourquoi pas pour sa campagne présidentielle.

Mais pourquoi le candidat RN du Havre n'a pas voté au premier tour des élections municipales ?

Écrit par Mathilde Riou

~4 minutes

Le candidat RN Franck Keller ne s'est pas rendu dans son bureau de vote du Havre (Seine-Maritime) pour voter au premier tour des municipales 2026, dimanche 15 mars 2026. Certains de ses sympathisants lui trouvent des excuses quand d'autres Havrais dénoncent ce comportement.

[Résultats des élections municipales 2026](#)

La signature du candidat RN Franck Keller n'apparaît sur aucune des listes d'émargement des bureaux de vote du Havre. Un fait rare pour un homme politique qui, au soir du premier tour de ces municipales 2026, dénonçait l'abstention dans la ville du Havre :

Un Havrais sur deux n'a pas voté au premier tour donc on a un Havrais sur deux à convaincre "

Franck Keller, candidat UDR-RN

[Cette révélation a été faite par nos confrères de Paris Normandie](#)

qui ont contacté Franck Keller pour obtenir une photo de lui en train de voter. Ils n'ont jamais eu de réponse du candidat.

Nous sommes allés interroger les Havrais le jour de la publication de leur journal local : *"J'ai vu ça dans le journal ce matin je me suis dit ce n'est pas possible. De toute façon, il n'est pas Havrais du tout. Je pense qu'il ne sait même plus l'adresse de l'école dans laquelle il doit voter"*.

"C'est ridicule évidemment, mais de toute façon il n'est pas du tout implanté au Havre donc finalement, c'est une forme d'honnêteté de sa part", sourit cette Havraise sur le parvis de l'hôtel de Ville.

"Il se moque du monde. Je ne sais pas c'est de l'irresponsabilité, mais comme ça donne une mauvaise image du RN c'est très bien", explique ce couple de retraités.

Des raisons médicales sont évoquées par le candidat pour justifier

son absence. Un argument repris par ses sympathisants : *"Je ne suis pas choquée du tout ! Je pense qu'il a ses raisons, il était peut-être malade ou quelqu'un de sa famille. Un truc urgent à faire"*, explique cette électricienne.

durée de la vidéo : 00h01mn58s



Mélissa Gennevois et Isabelle Ganne sont allées à la rencontre des Havrais le jour de la révélation de Paris Normandie sur l'absence de Franck Keller, le candidat UDR RN n'a pas voté au Havre, ville où il est candidat. • ©FTV

Un candidat qui ne vote pas à sa propre élection est très rare, voire c'est une première, comme l'explique Bruno Cautrès, enseignant-chercheur au Cevipof Sciences Po Paris : *"la plupart du temps, les hommes et les femmes politiques mettent un point d'honneur à être les premiers à aller voter. On a d'ailleurs régulièrement dans les jours d'élection ces images de candidats ou candidates qui font quasiment l'ouverture du bureau de vote. Comme un signe qu'ils envoient à leurs électeurs"*.

[Résultats du premier tour des municipales 2026 au Havre. • © FTV](#)

Dimanche 22 mars, la triangulaire opposant Édouard Philippe le maire sortant Horizons, Jean-Paul Le Coq, le candidat communiste et Franck Keller (UDR-RN) sera scrutée de près bien au-delà de l'enjeu local.

Avec M. Genevois, I. Ganne et É. Do Nascimento.

Municipales 2026 : à Bardouville, un duel inattendu entre un challenger et le maire sortant au 2e tour

Brice Recotillon

6-8 minutes

Après le retrait de la liste d'opposition portée par Ladislas Lefebvre, deux candidatures s'opposent à Bardouville : celle de Frédéric Payet, qui a obtenu le plus de voix lors du premier tour (44.08 %, 160 votes), et celle du maire sortant Dominique Rousseau.



Un duel inattendu aura lieu à Bardouville lors du second tour des élections municipales. dimanche 22 mars 2026. - PND



Publié: 19 Mars 2026 à 18h12 Temps de lecture: 2 min

Dans la commune de quelque 600 âmes, la campagne électorale des municipales 2026 s'est faite à couteaux tirés. La protection des berges de Seine, [régulièrement victime de la montée des eaux](#), a occupé une large partie des débats entre les trois listes en course lors du premier tour du 15 mars 2026. Le fort taux de participation (78,13 %, soit 368 votants sur 471 inscrits) illustre l'intérêt des habitants de Bardouville pour cette problématique récurrente.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Bardouville 2026 » se retire

La candidature de Ladislav Lefebvre, co-président de l'association « Les pieds dans l'eau » [mobilisée pour la réfection de la digue du hameau de Beaulieu](#), répondait à une volonté d'alternance : « *Une mairie ne peut pas être la situation d'une seule personne. Il faut constamment échanger avec les habitants et nous les inviterons à venir poser leurs questions ou présenter leurs propositions en conseil municipal* », expliquait à Paris Normandie la tête de liste de « Bardouville 2026 ».

Ne recueillant que 59 voix soit 16.25 % des suffrages, [Ladislav Lefebvre et son équipe](#) ont finalement jeté l'éponge pour second tour. Tout en n'oubliant pas de donner des consignes de votes aux électeurs. « *Nous souhaitons ainsi voir la liste Bardouville 2.0 (NDLR : portée par Frédéric Payet) l'emporter, car son programme s'inscrit dans une ligne très proche de la nôtre : une volonté forte d'écoute, de concertation et de participation citoyenne, au service d'une commune plus attractive et vivante.* »

Un repli stratégique qui ne surprend pas Dominique Rousseau, le maire sortant en lice pour le second tour (39.67 %, 144 voix), avec lesquels les relations sont ombrageuses depuis plusieurs années. « *Ça ne m'étonne pas, parce qu'ils sont très liés l'un à l'autre, exprime l'élu. C'est la politique qui veut ça, entre guillemets, parce qu'on est dans une petite commune. Ce qui me déçoit un peu, c'est que les Bardouvillais ne se rendent pas compte du travail qu'on a fait pendant six ans. Que ce soit les berges de Seine, la sécurité, l'énergie ou la réfection de l'église.* »

Le maire sortant avait, à nombreuses reprises, fait part à Paris Normandie de son intention de ne pas briguer de nouveau mandat. « *C'est le groupe d'élus du conseil municipal qui m'a demandé de revenir, parce qu'ils n'avaient pas de tête de liste*, retrace-t-il. *J'ai évalué que tout le travail qu'on avait fait, était hyper positif et je ne voulais pas laisser tomber Frédéric Durand, et le reste de l'équipe. C'est comme ça qu'on a conçu la liste, avec des anciens élus qui m'étaient fidèles.* »

Notre liste est née parce que le maire sortant avait dit qu'il ne se représentait pas.

Frédéric Payet, Bardouville 2.0

Un changement d'avis du maire sortant qui n'a pas fait reculer Frédéric Payet durant sa campagne : « *Notre liste (Bardouville 2.0) est née parce que le maire sortant avait dit qu'il ne se représentait pas. C'est une équipe qui a une forte cohésion, de multiples compétences qui sont extrêmement complémentaires. On s'est dit*

qu'on ne pouvait pas arrêter comme ça, retrace le candidat qui a obtenu le plus de voix (160 voix, 44.08 % des suffrages) au premier tour. Il faut que la responsabilité de maire soit à la fois partagée, d'où les multiples compétences complémentaires dans l'équipe. »

Aux rumeurs lui prêtant une activité professionnelle incompatible avec des fonctions municipales, le candidat tient à apporter son démenti : « *Je suis un dirigeant qui délègue ma supervision. Ce qui me permet de m'organiser dans mon planning selon les priorités. Je suis en capacité de passer deux jours par semaine à la mairie si besoin. »*

À quelques jours du second tour, les deux candidats continuent de mobiliser leurs électeurs. « *Nous sommes assez fiers qu'autant de personnes se soient déplacées. On espère qu'il y aura encore plus de personnes ce dimanche, parce qu'on a frôlé les 80 %* », conclut Frédéric Payet.

Retrouvez tous les résultats du premier tour des élections municipales : <https://www.paris-normandie.fr/elections/resultats>

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Municipales 2026 : à Saint-Valery-en-Caux, pas de débats mais d'ultimes réunions pour les candidats](#)



Municipales au Havre : Jean-Paul Lecoq termine sa campagne dans les quartiers de la ville haute

Romain Huynh

7-9 minutes

La tête de liste de la gauche unie était présente au marché de la Mare-Rouge dans la matinée du jeudi 19 mars 2026. Un déplacement qui visait avant tout à convaincre les abstentionnistes et les indécis. Le Havre Paris Normandie a tendu le micro au candidat communiste et aux Havrais qu'il a rencontrés.



Publié: 19 Mars 2026 à 18h31 Temps de lecture: 2 min

Dix points à rattraper. Pour remporter la mairie du Havre ce dimanche 22 mars 2026, Jean-Paul Lecoq devra combler [son retard sur Édouard Philippe](#), dans la triangulaire qui l'oppose au maire sortant et à Franck Keller, le candidat d'extrême droite. Ce jeudi 19 mars, la tête de liste de la gauche unie « [Mieux vivre ensemble au Havre](#) » s'est rendue avec plusieurs de ses colistiers au marché de la Mare-Rouge. Un terrain où il est bien accueilli, mais où il sait aussi pouvoir – et devoir – conquérir de nouveaux électeurs. Parce que si les habitants du quartier lui sont, pour beaucoup, favorables, nombreux sont ceux qui se sont abstenus lors du premier tour.

« *Il faut faire voter tout le monde, la famille, les amis... si tout le monde y va, on peut gagner* », martèle le candidat communiste aux passants en distribuant ses tracts. Interrogé par Le Havre Paris Normandie sur la réserve de voix que représentent les quartiers de la ville haute, il répond qu'il y a effectivement « *une réserve de voix énorme, mais dans toute la ville* ». Avant de glisser, tout en sous-entendus, qu'« *Édouard Philippe a fait le plein de voix. Dans les bureaux de vote où il est majoritaire, on atteint 10 % de procurations, alors que la moyenne est autour de 3 %. Quand on*

est maire sortant, on a peut-être plus de moyens d'accéder à des équipements municipaux comme les Ehpad, les locaux associatifs... Moi, je ne me suis pas autorisé à aller dans ces lieux-là, dans l'intimité des gens. »

Des électeurs indécis

Des quartiers très abstentionnistes, donc, mais où le leader de la gauche havraise jouit d'une certaine popularité : l'équation est simple pour le candidat, qui sait où concentrer ses efforts entre les deux tours. Jean-Paul Lecoq se défend, néanmoins, d'être présent à la Mare-Rouge par pur calcul politique. *« On est là tous les jeudis. Seulement, d'habitude, on est tout seuls... »*

Seuls, les militants de gauche ne le sont pas, ce matin. À quelques mètres de Jean-Paul Lecoq, Oumou Niang et Jean-Baptiste Gastinne, élus de l'actuelle majorité et [colistiers d'Édouard Philippe \(Horizons\)](#), distribuent eux aussi leurs tracts. Le premier adjoint au maire sortant conteste être venu pour faire face à la tête de liste adverse. *« Nous sommes sur tous les marchés, par tous temps, et quels que soient les candidats présents »,* affirme-t-il.

« Va parler aux jeunes. Pas dans les salles municipales, en meeting, mais dans la rue. »

Hakim, électeur, à Jean-Paul Lecoq

Sous le soleil de mars qui réchauffe le plateau, le député Lecoq avance à pas de sénateur. La faute aux journalistes, qui marchent devant lui micros et caméras tendus, mais aussi aux passants et aux commerçants qui l'interpellent, sans trop de retenue. *« Il faut y aller Monsieur Lecoq, vous dormez, j'ai l'impression ! »* La réponse ne se fait pas attendre : *« Ce sera surtout à vous de ne pas dormir dimanche prochain ! »* En l'occurrence, le commerçant n'a pas dormi dimanche dernier. Alors que le candidat s'éloigne, l'homme nous confie avoir voté pour lui, mais hésite à maintenir son choix au second tour. *« Il veut faire beaucoup de choses gratuites, je ne suis pas d'accord sur tout. Du social, de l'aide, il en faut, mais il faut aussi mettre les gens à contribution. »* Le quinquagénaire se demande s'il ne donnera pas sa voix au maire sortant. Mais, là aussi, il émet des réserves : *« Le marché du cours de la République, quand il y a la foire, est dangereux pour les clients et les commerçants. Mais, comme c'est dans ce quartier, ce n'est pas grave. Alors qu'aux Halles, il faut tout protéger. »*

L'enjeu : convaincre les jeunes électeurs

Nous retrouvons le candidat en conversation avec Hakim, 51 ans, son fils juché sur ses épaules. Le père de famille est, de toute

évidence, un électeur acquis à la liste de gauche. « *Je ne comprends même pas comment vous n'avez pas été élu au premier tour* », affirme-t-il. Jean-Paul Lecoq sourit, concède que « *ça n'aurait pas été possible* ». Hakim a longtemps été médiateur, en emploi jeune, à la Ville du Havre. Il dit apprécier la tête de liste, mais aussi son entourage, « *des gens d'en bas, du terrain, issus de la vie associative* ». Après quelques minutes d'échange, il oublie les précautions de langage : « *Si je peux te donner un conseil... oui, je te tutoie, pour moi tu es un ami. Va parler aux jeunes. Pas dans les grandes salles municipales, en meeting, mais dans la rue. Parce que ceux qui ne votent pas, ce sont les jeunes. Et les salles municipales, ils n'y vont pas.* »

Cette semaine, notre rédaction a souhaité consacrer un reportage à chacun des candidats qualifiés pour le second tour des élections municipales au Havre. C'est ainsi que vous pouvez lire l'article ci-dessus, et celui sur [Édouard Philippe](#) publié mercredi 18 mars. En revanche, vous ne lirez pas de reportage sur la campagne de Franck Keller, qui n'a pas donné suite à nos sollicitations.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Résultats des élections municipales 2026

[Retrouvez ici tous les résultats des élections municipales 2026 en France et par commune](#) Lire aussi

[Nouveau au Havre : une école de formation d'assistants dentaires va ouvrir ses portes](#)

[Mondial de l'Impro : Le Havre accueille la crème de l'impro francophone sans esprit de compétition](#)

[Le Havre : la chorale Bienvenue va chanter pour les Restos du Cœur](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



DÉCRYPTAGE. "Que je vote ou pas, ça ne va rien changer" : en Normandie, les politiques perdent la confiance et l'abstention gagne du terrain

Écrit par Arthur Deshayes

5-6 minutes

Près d'un Français sur deux n'est pas allé voter pour élire son maire. Un désintérêt grandissant, et qui ne concerne plus seulement les jeunes et les classes populaires.

[Résultats des élections municipales 2026](#)

Faut-il voir le verre à moitié vide, ou celui à moitié plein ? Il y a l'analyse optimiste, qui voit dans ce chiffre de 56% (la part de Français s'étant déplacé aux urnes ce dimanche 15 mars 2026) [une « belle participation »](#) aux élections municipales.

Oui, l'élan est meilleur qu'en 2020, "année Covid". Mais les pessimistes comparent avec le scrutin de 2014, "année normale". Dans l'Eure, par exemple, 64,46 % des inscrits s'étaient déplacés en 2014 contre 54,54% en 2026 (44,92% en 2020).

En 12 ans, une chute de 10 points pour l'Eure. Une baisse de 5 points pour la Seine-Maritime, avec 56,11 % de participation cette année, contre 44 % en 2020 et 61 % en 2014.

Les pistes sont très diverses. Concernant le département de l'Eure, on peut se rassurer avec ce constat : sur 584 communes, 434 avaient une seule liste candidate.

"On dit beaucoup que ça dé motive les électeurs, explique Bruno Cautrès, chercheur au Cevipof (CNRS/Sciences Po), donc le taux dans l'Eure reste quand même correct".

Mais la "dé motivation" des électeurs ne tient pas qu'au nombre de candidats. À Louviers, par exemple, les habitants avaient le choix entre trois listes. Pourtant, la participation n'atteint que 50,27% ce dimanche 15 mars 2026.

durée de la vidéo : 00h01mn40s





Reportage à Louviers, où 1 habitant sur 2 n'a pas voté au premier tour des élections municipales 2026 • ©France 3 Normandie

"Il faut qu'on se mobilise et qu'on aille les chercher" confie Philippe Brun (Candidat Liste divers gauche). Pour Patrice Pauper (Candidat Rassemblement National), *"on a un vrai problème démocratique, les gens n'y croient plus"*.

"Les gens en ont tellement marre de la politique" nous glisse un Lovérien croisé dans la rue. Plus loin, Yanis renchérit : *"Quand on voit ces programmes qui se ressemblent, on se dit : 'que je vote à gauche ou à droite, à quoi ça servirait ?'"*. René, quant à lui, explique qu'il n'est *"pas intéressé"*, et confesse : *"je n'y connais rien en politique"*.

Pour autant, s'y connaître n'est pas un gage d'implication. Pierre-Nicolas Baudot, Maître de conférences à l'université de Rouen et spécialiste des partis politiques de gauche et des élections municipales, révèle cette nouvelle tendance : même les Français intéressés par la politique font désormais partie des abstentionnistes.

Pendant longtemps, les gens qui s'abstiennent le plus ont été ceux qui ont été considérés comme hors du jeu social : les plus âgés, les plus jeunes, les classes populaires, les moins diplômés. Depuis quelques années, on a une tendance différente. On trouve des gens très diplômés, intéressés par la politique, qui ont une abstention militante : ils ne se retrouvent pas dans l'offre politique en place, donc ils ne participent pas.

Pierre-Nicolas Baudot, spécialiste des partis politiques de gauche et des élections municipales

France 3 Normandie

Pour une part importante des Français, voter est désormais un acte inutile. Et pourtant, paradoxalement, avec cette abstention record, les scrutins sont serrés. Chaque voix compte. À Louviers, 162 bulletins séparent Philippe Brun et Patrice Pauper.

Mais le suspense ou l'enjeu ne semble pas motiver les troupes, que ce soit en ruralité ou dans les grandes villes. À Rouen, la participation est si faible que, si Nicolas Mayer-Rossignol est bien largement en tête avec 45,13% des suffrages exprimés, une autre grille de lecture nous apprend que seuls 22,5% des inscrits ont voté pour le maire sortant (liste Fiers de Rouen).

durée de la vidéo : 00h01 mn45s



Au Havre, le sort de l'ancien Premier Ministre Edouard Philippe n'a pas déplacé les foules • ©France 3 Normandie

Au Havre, le sort de l'ancien Premier Ministre Edouard Philippe n'a pas non plus déplacé les foules, avec dans certains bureaux de votes une participation frôlant les 30%. Les candidats ont encore quelques jours pour convaincre les abstentionnistes, mais il faudra certainement plus de temps pour retrouver leur confiance.

“C’est long” : la réouverture du Pont Colbert de Dieppe reportée jusqu’à nouvel ordre - ICI

Lila Lefebvre

6–7 minutes

Résultats des élections municipales 2026



Inauguré en 1889, le pont Colbert est le seul pont à fonctionnement hydraulique. © Radio France - Lila Lefebvre

Diffusé le vendredi 20 mars 2026 à 6:31

Publié le vendredi 20 mars 2026 à 6:31

Prévue pour janvier, la réouverture du pont Colbert de Dieppe est reportée jusqu’à nouvel ordre, indique Ports de Normandie dans un communiqué ce 17 mars 2026.

Ports de Normandie, gestionnaire du port de Dieppe a annoncé ce 17 mars 2026 dans un communiqué que la réouverture du pont Colbert est repoussée, sans pouvoir donner une date de réouverture. "Le pont qui tourne", comme on l'appelle, qui enjambe l'entrée du port et permet l'accès au centre-ville depuis le quartier du Pollet [bénéficie d'une rénovation complète depuis deux ans](#).

Inauguré en 1889, c'est un rare témoin de l'ingénierie du XIXe siècle qui a conservé sa machinerie d'origine et **le seul pont à fonctionnement hydraulique encore en activité**.

[Depuis octobre dernier, le pont Colbert a retrouvé le quai de la Somme](#), mais en position ouverte à la navigation, et pas à la circulation des voitures. Et c'est frustrant, reconnaît Ports de Normandie, le maître d'ouvrage et gestionnaire du port de Dieppe, qui rappelle que *"les travaux de génie civil sont achevés. La rotation des 70,5 m de long de l'ouvrage se déroule normalement"*.

La bascule ne fonctionne pas

Régulièrement depuis octobre, le pont tourne et rejoint l'autre rive. Mais **il ne parvient pas à faire la dernière bascule pour se caler à la chaussée.** *"Le pont est mis en rotation par des vérins hydrauliques, rappelle Ports de Normandie. Les vérins sont alimentés en pression par un accumulateur qui a été préalablement chargé en énergie par des pompes. Une fois aligné avec la route, il est basculé pour passer de la position de rotation à sa position routière puis calé. Cette étape met en œuvre des vérins (ou presses) de basculement".*

Les travaux continuent sur le quai de la Somme à Dieppe. © Radio France - Lila Lefebvre

"Nous avions espéré pouvoir respecter le calendrier de remise en service du pont en utilisant les pompes en direct, en attendant que l'accumulateur soit adapté, poursuit le maître d'ouvrage. Malheureusement, les essais ont montré que la pression envoyée par les pompes est trop irrégulière pour garantir un bon fonctionnement de l'ouvrage. Nous devons attendre les travaux d'adaptation de l'accumulateur puis procéder à de nouveaux essais pour garantir une remise en service optimale".

"Qu'on nous donne une date de réouverture"

"Le problème hydraulique, il est sur le pont depuis des années, peste Alain, riverain du quartier du Pollet, isolé depuis deux ans et la fermeture du pont à la circulation. Nous on veut simplement qu'on nous donne une date de réouverture : un, deux ou trois mois, qu'on s'organise".

Il faut faire un long détour pour aller du quartier du Pollet jusqu'au centre-ville. © Radio France - Lila Lefebvre

"L'entreprise en charge des travaux, Eiffage Métal, ne nous a pas encore fourni de calendrier indiquant la date prévisionnelle de remise en service", répond Ports de Normandie qui se dit "pleinement conscient de la gêne occasionnée par la durée de ce chantier et remercie les Dieppoises, les Dieppois, les usagers, les riverains, les commerçants et les acteurs du territoire pour leur patience et leur compréhension. La passerelle piétonne restera en place jusqu'à la remise en service du pont, assurant la liaison entre les deux quartiers. Soyez assurés que toutes nos équipes sont mobilisées sur ce chantier. Nous ne manquerons pas de communiquer dès que possible".

- [Dieppe](#)

- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Chantiers – Travaux](#)
- [Patrimoine culturel](#)
- [Info trafic – Circulation routière](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

L'info d'ici, ici Normandie (Seine-Maritime - Eure)

Municipales 2026 : Franck Keller, candidat du Rassemblement national

Eugénie Petitjean, candidate du Rassemblement national à Évreux

Évreux

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Après bientôt deux ans de remise en état, le pont Colbert est réinstallé ce mardi à Dieppe, entre le quartier du Pollet et le centre-ville. Nicolas Langlois, le maire PC de Dieppe, est ravi de retrouver ce monument historique et se projette déjà pour sa réouverture festive.
- Après bientôt deux ans de travaux de rénovation, le pont Colbert s'apprête à faire son retour sur son emplacement initial mardi 21 octobre entre le quartier du Pollet et le centre-ville de Dieppe. Les habitants se réjouissent de retrouver ce symbole de la ville dont la mise en service attendra 2026.
- Comme tous les hivers, les deux ferries de la ligne Dieppe-Newhaven passent près de trois mois chacun en révision. Un

Le pont tournant Colbert de Dieppe ne fonctionne toujours pas : "On est pris entre le marteau et l'enclume"

Écrit par Sylvie Callier

6–8 minutes

Le pont tournant Colbert de Dieppe est toujours à l'arrêt. Il aurait dû rouvrir à la circulation fin janvier 2026. La passerelle avait quitté son socle en février 2024 pour sa restauration. Les essais du système hydraulique vieux de 137 ans n'ont pas été couronnés de succès. Les habitants sont exaspérés, le maire de Dieppe, pas convaincu par les explications du maître d'œuvre, juge qu'"il y a un loup".

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

On le surnomme "la petite tour Eiffel" de Dieppe. Le pont Colbert a fière allure, une passerelle de fer riveté de 900 tonnes construite en 1889 pour relier le quartier du Pollet au centre-ville de Dieppe.

C'est un monument historique. Le 20 octobre 2025, les habitants ont accompagné son retour, chargé sur une barge après un an et demi de restauration.

Vidéo du 20 octobre 2025 - Images de Didier Meunier :

durée de la vidéo : 00h01mn33s





C'est un pont inscrit à l'inventaire des monuments historiques. Le pont Colbert de Dieppe, un ouvrage tournant en métal, construit en 1889. Il passe au dessus du chenal et relie le quartier du Pollet au centre-ville de Dieppe. Il avait quitté son socle en janvier 2024 pour une grande restauration. • ©D. Meunier/ France Télévisions

Ce 19 mars 2026, la passerelle ne peut toujours pas pivoter pour enjambrer le chenal. Elle reste posée le long du quai de Somme. Les passants peuvent admirer le mécanisme hydraulique qui fonctionnait grâce au pompage de l'eau du chenal, des vérins et de lourdes chaînes.

[La chaîne du mécanisme hydraulique du pont tournant Colbert de Dieppe](#) • © B. Dunglas/ France Télévisions

Le pont devait reprendre du service fin janvier 2026, le chantier de restauration avait duré [10 mois de plus](#) que prévus.

Le printemps arrive et les Dieppois ne voient rien venir. Ce pont était emprunté par environ 12 000 véhicules par jour. Fin février, le maître d'œuvre Ports de Normandie [expliquait les causes du retard](#), sans pouvoir fixer de date de remise en service du pont :

Les essais de rotation de l'ouvrage ont été engagés en parallèle des dernières finitions [...]. A ce jour, toutes les étapes de la manœuvre n'ont pas pu être franchies avec succès et plusieurs défis techniques restent à relever, en particulier sur les questions d'hydraulique et de cinématique pour garantir la meilleure fiabilité possible.

Communiqué de Ports de Normandie, le 23 février 2026.

VIDEO - Reportage d'A. Deshayes et B. Dunglas :

Interviews de Nicolas Langlois, maire (PC) de Dieppe, Bertrand Marsset, directeur adjoint de Ports De Normandie et des Dieppois.

durée de la vidéo : 00h01mn58s





Le pont tournant Colbert de Dieppe est toujours à l'arrêt. Il aurait dû rouvrir à la circulation fin janvier 2026. La passerelle avait quitté son socle en 2024 pour sa restauration. Les essais du système hydraulique vieux de 137 ans n'ont pas été couronnés de succès. Interviews de Nicolas Langlois, maire de Dieppe, Bertrand Marsset, directeur adjoint chez Ports De Normandie et des Dieppois. • ©B. Dunglas/A. Deshayes/ Archives/ France Télévisions

Depuis deux ans, l'absence du pont Colbert fait baisser l'activité des commerces situés dans le quartier du Pollet. Un restaurateur fait la part des choses : *"Le midi, c'est plus calme, les clients n'ont pas beaucoup de temps de faire tout le tour. On a un beau pont, c'est joli à voir mais cela fait mal au cœur de ne pas le voir tourner."*

Un artisan explique qu'en plus du détour, *"ça bouchonne de l'autre côté, on perd du temps"* et s'interroge : *"est-ce qu'on va y arriver ?"*

Le maire communiste de Dieppe, Nicolas Langlois, tout juste réélu au 1er tour des élections municipales, veut que l'on prenne la mesure du problème. Ce pont ne relie pas seulement deux quartiers, c'est aussi un point de passage pour les voyageurs de la ligne Transmanche, les habitants de Petit-Caux, et les centaines de travailleurs du chantier du futur réacteur EPR de Penly.

Une passerelle temporaire a été installée pour que les piétons et les cyclistes puissent traverser le chenal. Elle est parfois fermée en raison du vent.

[A Dieppe, la passerelle provisoire pour les piétons et les cyclistes dans l'attente de la remise en service du pont Colbert; • © B. Dunglas/ France Télévisions](#)

Concernant les raisons du retard pour la remise en service, Nicolas Langlois mesure *"la complexité du projet"*, comprend que *"cela prenne du temps"*. Mais il estime qu'il y a un problème entre le maître d'œuvre et l'entreprise Eiffage : *"quand les deux ne disent pas la même chose, je comprends qu'il y a un loup"*.

Ce qui me met en colère, c'est que j'ai la conviction qu'on est pris entre le marteau et l'enclume pour des questions contractuelles et budgétaires.

Nicolas Langlois, maire (P.C) de Dieppe

Il conclut aussi que *"ce n'est pas aux Dieppois de payer"*. Le maire exige de la transparence. Il prévoit une mobilisation très bientôt avec les habitants si aucun calendrier n'est annoncé.

La restauration du pont Colbert est un chantier de 20 millions d'euros (payés par la région Normandie, le département de Seine-Maritime, l'Etat et les fonds européens FEDER).

Seine-Maritime. La qualité de l'air se dégrade : un pic de pollution aux particules fines prévu

Julie Hervieux

~2 minutes

En raison des prévisions de dégradation de la qualité de l'air ambiant, indiquant un niveau élevé de PM10, la procédure d'information recommandation est activée pour l'ensemble du département, à compter du vendredi 20 mars. *"Cet épisode de pollution est imputable à la combinaison de conditions météorologiques favorables à l'accumulation de polluants dans l'atmosphère avec une concentration de particules fines dans l'atmosphère"*, explique la préfecture de la Seine-Maritime ce jeudi 19 mars.

Des recommandations à suivre

"Ce vendredi 20 mars, l'indice de qualité de l'air pourrait être dégradé à mauvais sur une grande partie de la Normandie en raison de l'accumulation de particules. Les vents de secteur nord-est vont contribuer à l'apport de particules fines en provenance des régions voisines, qui s'ajouteront à la pollution émise localement", détaille Atmo Normandie.

La préfecture recommande aux habitants de privilégier les sorties courtes, d'éviter les zones à fort trafic, de réduire votre vitesse de conduite de 20km/h et d'éviter les activités physiques et sportives intenses. En métropole rouennaise, la Métropole et le Réseau Astuce activent la gratuité sur l'ensemble des transports en commun pour vendredi 20 mars.

En cas de gêne respiratoire ou cardiaque, prendre conseil auprès d'un professionnel de santé.

Le taux de particules dans l'air s'envole : transports en commun gratuits le 20 mars à Rouen

Paris Normandie

4-5 minutes

La préfecture l'a annoncé : les taux de particules fines sont en forte hausse avec l'épisode de beau temps. Tout le département est concerné. La Métropole de Rouen annonce la gratuité des transports vendredi 20 mars.



Avec un joli épisode ensoleillé, la pollution est revenue et la Métropole déclenche vendredi 20 mars la gratuité des transports en commun sur l'ensemble du réseau Astuce. - Photo illustration Boris Maslard



Publié: 19 Mars 2026 à 17h06 Temps de lecture: 1 min

Le soleil revient et avec lui – mais ce n'est pas de sa faute – la pollution aux particules fines. La préfecture prévoit que le seuil de première alerte sera atteint vendredi 20 mars 2026. La Métropole Normandie [Rouen](#) annonce concomitamment la gratuité des

transports en commun pour inciter les usagers à délaisser les voitures au profit de modes de déplacement moins polluants.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« Cet épisode de pollution est imputable à la combinaison de conditions météorologiques favorables à l'accumulation de polluants dans l'atmosphère avec une concentration de particules fines dans l'atmosphère », détaille la préfecture qui a déclenché « la procédure d'information-recommandation ».

Prudence pour les personnes sensibles et vulnérables

Depuis le 31 janvier 2022, la Métropole a instauré la gratuité totale des [transports en commun Astuce](#) dès le franchissement du premier seuil d'alerte à la pollution de l'air.

Concernant les circulations routières, la Métropole recommande de privilégier le recours aux modes de déplacements actifs (vélo, trottinette, marche), aux transports en commun ou au covoiturage. Il est aussi recommandé d'adapter les horaires et modalités de travail pour les entreprises et administrations, de réduire les déplacements non indispensables et de privilégier les audios et visioconférences ainsi que le télétravail.

La Métropole suggère aussi de lever de pied de 20 km/h sur les voies rapides et autoroutes.

« Les pics de pollution peuvent entraîner l'apparition ou l'aggravation de divers symptômes (allergies, asthme, irritation des voies respiratoires, effets cardio pulmonaires...) notamment chez les personnes les plus vulnérables et les personnes sensibles aux pics de pollution », souligne la préfecture.

Lire aussi



«On voit des trucs invraisemblables» : près de Rouen, les dépôts sauvages en forêt inquiètent de plus en plus

5-7 minutes

De nouveaux dépôts sauvages d'ordures ont été constatés dans la forêt domaniale de La Londe. Habitants et élus s'en indignent, pendant que ces actes n'ont de cesse de se répandre.

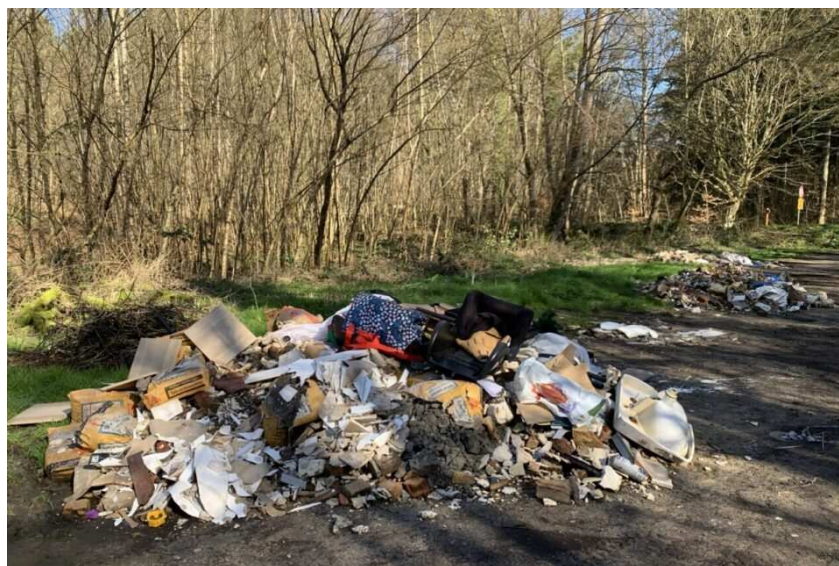
Sur le même thème

[Déchets](#)

[Ecologie](#)

[Forêt](#)

Article réservé aux abonnés [S'abonner](#)



De nouveaux dépôts sauvages d'ordures ont récemment été constatés dans la forêt de La Londe. ©Emilien Jacques

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 19 mars 2026 à 20h58

Trois énormes tas de **gravats** mélangés à des **ordures** ménagères ou autres **déchets** plastiques. Voilà ce qui se présente aux promeneurs avant de pénétrer dans la forêt de [La Londe \(Seine-Maritime\)](#), au niveau du carrefour Saint-Nicolas. Au-delà de la **pollution** visuelle et du manque de places de stationnement qu'ils engendrent, ces **dépôts sauvages** sont évidemment une

aberration **écologique** et participent à la dégradation des milieux naturels. Malgré la prévention et les **sanctions** appliquées aux responsables, ces incivilités sont loin de se faire rares et se multiplient même par endroits, au grand désarroi des élus et des habitants.

Des déchets, et encore des déchets

« Cela a toujours existé mais depuis 5 ou 6 ans, on voit des trucs **invraisemblables**. » Depuis 20 ans qu'il est [maire de La Londe](#), Jean-Pierre Jaouen a eu tout le temps de voir grandir le phénomène des dépôts sauvages au cœur de la **forêt domaniale** de sa commune.

Aujourd'hui, à l'aube d'entamer son sixième mandat, il l'affirme, dépité : « Ça devient une vraie **problématique**. »

Les tas de déchets qui figurent actuellement sur le carrefour Saint-Nicolas en sont la parfaite illustration, mais ce n'est pas le seul endroit concerné selon l' élu, qui en a lui-même fait le constat très récemment en traversant la forêt jusqu'à l'aire des Plains Saint-Martin. « Dès qu'il y a un petit chemin, il y a des dépôts », affirme-t-il.

On s'évertue à garder nos communes propres, et il y a ce fléau qui gâche tout.

Ces incivilités sont bien souvent le fait, selon Jean-Pierre Jaouen, des artisans et entreprises du bâtiment qui refusent de payer le dépôt en **déchetterie**. Mais à constater les ordures ménagères qui se mêlent aux plaques de plâtre ou de fibrociment, on imagine aisément des particuliers peu scrupuleux agir également de cette manière.



Les municipalités peuvent avoir recours aux caméras de vidéosurveillance pour identifier les contrevenants. ©Emilien

Jacques

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

« Il n'y a aucune raison de balancer tout ça dans la nature, c'est **lamentable**. On s'évertue à garder nos communes propres, et il y a ce **fléau** qui gâche tout », s'agace le maire.

Comment lutter ?

Afin d'endiguer le phénomène des dépôts sauvages, la municipalité de La Londe collabore avec l'Office national des forêts (ONF), propriétaire d'une partie de la forêt de La Londe-Rouvray.



Certaines routes forestières sont jonchées de déchets en tout genre. ©Emilien Jacques

« Quand on constate un dépôt régulier à un certain endroit, l'ONF installe une **caméra** », informe Jean-Pierre Jaouen. Un moyen d'identifier les malfaiteurs, les sanctionner et leur faire payer l'enlèvement des déchets.

L'ONF mène l'enquête

« Il y a des secteurs plus concernés que d'autres malheureusement, et La Londe en fait partie », indique Laurent Gauthier, technicien forestier territorial à l'Office national des forêts. Il y a évidemment l'amiante et les déchets de chantiers, mais aussi les déchets verts, qui dérèglent l'équilibre de la vie de la faune et de la flore.

Plusieurs fois par an, quand c'est nécessaire, l'ONF mène des campagnes d'enlèvement de ces déchets... en partie à sa charge !

"C'est financé à 80 % par la Métropole et à 20 % par l'ONF", informe son responsable.

À chaque fois que c'est possible, l'ONF mène l'enquête. « Nous sommes assermentés et nous avons des prérogatives de police qui nous permettent d'enquêter, en analysant les déchets. Par exemple, au carrefour Saint-Nicolas de La Londe, une procédure en cours a été transmise au Parquet de Rouen », indique Laurent Gauthier.

À [Elbeuf \(Seine-Maritime\)](#), qui fait partie des 8 communes sur lesquelles s'étend la forêt de La Londe-Rouvray, les élus ont aussi recours à ce système de caméras. En effet, un dispositif mis en place par la Métropole de Rouen permet à la ville d'obtenir [le prêt d'une caméra de vidéosurveillance](#) pendant 6 mois. « On pourra la déplacer, on ne va pas la laisser au même endroit pendant 6 mois », déclarait il y a quelques jours le maire Djoudé Merabet au *Journal d'Elbeuf*.

Par ailleurs, la Métropole de Rouen invite les habitants à signaler les dépôts sauvages via son application mobile Montri ou en téléphonant au 0800 021 021. Enfin, rappelons que « l'abandon, le dépôt ou le fait de faire déposer des déchets est puni d'une amende pouvant atteindre **150 000 euros** et de 4 ans d'emprisonnement », selon l'article L541-46 du code de l'environnement.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Un week-end de grandes marées : les bénévoles contrôlent la radioactivité sur les plages normandes

Philippe Dufresne

6-7 minutes

Depuis plus de vingt ans, l'Association de contrôle de la radioactivité dans l'ouest (ACRO) surveille de près l'état des plages de Normandie. Des prélèvements ont lieu à l'occasion des grandes marées, jusqu'au 23 mars 2026. Explications.



L'objectif est de profiter des grandes marées pour prélever des organismes habituellement sous l'eau. (Archives) - Philippe Dufresne / Paris Normandie



Publié: 19 Mars 2026 à 11h59 Temps de lecture: 3 min

Du jeudi 19 au dimanche 22 mars 2026 inclus, la Terre, la Lune et le Soleil sont alignés. Ce phénomène spatial produit une attraction très forte à l'échelle terrestre et la mer se retire très loin. C'est ce que l'on appelle les grandes marées. En Normandie, cela se traduit par des coefficients dépassant 100 sur la façade maritime de la Manche (104 samedi).

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Si ces [grandes marées sont potentiellement dangereuses](#), elles présentent une aubaine pour les chercheurs de l'Association de contrôle de la radioactivité dans l'ouest (Acro). « *Deux fois par an, nous menons des campagnes de prélèvement d'échantillons pendant les grandes marées. Nous avons alors accès à des algues et des mollusques qui, d'ordinaire, restent sous l'eau* », explique Aurore Le Vote, chargée d'étude à l'Acro, basé à Caen.

Aidés d'une quarantaine de bénévoles, les quatre salariés de l'Acro se mettent [en quête de cibles bien précises](#). « *Nous prélevons du goémon commun, ces algues brunes que l'on trouve partout, et des patelles qui se nourrissent de ces algues.* » L'objectif est de savoir si cette algue et ce mollusque sont impactés par les rejets radioactifs venus des centrales nucléaires et de l'usine de retraitement de La Hague, ce centre de traitement du combustible nucléaire usé, appartenant à Orano Recyclage.

(Nous cherchons les traces de Tritium, de cobalt, de carbone 14 ou d'iode 129, par exemple.

Aurore Le Vote, Chargée de mission à l'Acro

« *Nous conservons ces cibles depuis vingt ans, ce qui nous permet de voir l'évolution de la radioactivité dans le goémon commun et les patelles. Nous cherchons les traces de Tritium, de cobalt, de carbone 14 ou d'iode 129, par exemple* », précise la spécialiste. Elle ajoute : « *Il n'y a pas de raison de s'alarmer pour l'instant car il n'y a pas de grandes différences sur les vingt dernières années.* » Mais plus que les éléments radioactifs, c'est leur taux de concentration qui est suivi de près.

Taux de concentration

Des autorisations de rejet ont, en effet, été établies pour les professionnels du nucléaire. L'enjeu est de veiller à ce que ces seuils ne soient pas dépassés. La radioactivité existe à l'état naturel, concernant certains éléments. Mais d'autres, en revanche, sont exclusivement dus à l'activité nucléaire humaine, qu'elle soit industrielle ou militaire.

Par exemple, le tritium ou l'iode 129, dans l'eau de mer, proviennent de La Hague. Si on trouve du césium 137 dans les prélèvements (la vase est également extraite et analysée), c'est un reliquat de l'explosion de Tchernobyl et des essais nucléaires militaires en atmosphère. Quand on analyse les patelles, on peut aussi découvrir de l'iode 131. Cet élément est lié à la médecine nucléaire et aux centrales nucléaires. La durée de vie des éléments radioactifs s'exprime à l'échelle de millénaires. Ils s'inscrivent donc durablement dans l'environnement.

Depuis sa création en 1986, l'Acro s'appuie sur son laboratoire installé à Caen pour vérifier que ces normes sont bien respectées. Ce laboratoire est d'ailleurs labellisé par les professionnels du nucléaire pour son sérieux. « *C'est un suivi citoyen et indépendant* », souligne Aurore Le Vote.

Si vous voulez tenter de comprendre comment se calculent les marées, rendez-vous [sur les explications du Shom](#) (Service national d'hydrographie et d'océanographie).

Lire aussi



[On fait quoi ce week-end à Dieppe, dans sa région et en pays de Bray ?](#)



[Municipales 2026 : à Saint-Valery-en-Caux, pas de débats mais d'ultimes réunions pour les candidats](#)



Santé. Vous ne trouvez pas de médecin en Normandie ? C'est normal, la région détient un triste record en terme de soins

Mathilde Rabaud

~3 minutes

C'est un signal d'alerte pour le système de santé. En Normandie, obtenir un rendez-vous chez un spécialiste prend désormais plusieurs mois, un niveau jamais atteint jusque-là.

D'après le dernier **baromètre de l'accès aux soins**, dévoilé mardi 17 mars 2026 et relayé par [France 2](#), les délais ont fortement augmenté ces dernières années. Ils ont triplé pour les médecins généralistes depuis 2019 et doublé pour certaines spécialités comme la dermatologie ou l'ORL.

La région normande se distingue aujourd'hui par des délais particulièrement longs, et détient désormais **le record du délai d'attente moyen**. Il faut compter **en moyenne six mois** pour consulter un dermatologue, plus de quatre mois pour un cardiologue et près de deux mois pour un ophtalmologiste. Des chiffres qui placent **la Normandie en tête des territoires les plus en difficulté**.

Une pression croissante sur les cabinets médicaux

Sur le terrain, les professionnels de santé font face à une demande toujours plus forte. Entre les départs à la retraite, le manque de nouveaux médecins et le vieillissement de la population, [les cabinets peinent à suivre](#).

- **A lire aussi.** [Orne. Manque de médecins : "Le plus dur est à venir", selon le président du Conseil de l'ordre](#)

A Rouen, certains cabinets de dermatologie affichent complet sur plusieurs mois. Les praticiens enchaînent les consultations à un rythme soutenu, parfois jusqu'à **une trentaine de patients par jour**. Une pression quotidienne qui pèse autant sur les soignants que sur les patients.

Des patients contraints d'abandonner leurs soins

Face à ces délais, beaucoup finissent par renoncer. Dans les salles d'attente, la lassitude s'installe. "*On finit par se dire tant pis*", confie une patiente interrogée dans un reportage de *France Info*. Un renoncement qui peut pourtant avoir des conséquences sur la santé.

Le phénomène est massif : près de trois Français sur quatre déclarent avoir **déjà abandonné un soin** ces dernières années en raison de délais trop longs.

Des solutions alternatives, mais insuffisantes

Pour tenter de faire face à cette situation, certains médecins innovent. Des généralistes s'équipent par exemple de dermatoscopes, des outils permettant d'analyser des lésions cutanées et d'obtenir rapidement [l'avis d'un spécialiste à distance](#).

Si ces dispositifs permettent de gagner du temps et de désengorger certaines consultations, ils [ne suffisent pas à compenser](#) le [manque de médecins sur le terrain](#).

Sans salaire, ces infirmières Asalée de Seine-Maritime estiment que leur situation est « une affaire d'État »

6-7 minutes

Comme partout en France, les infirmières Asalée du Pays de Bray et de la vallée de la Bresle n'ont pas été payées en février. Elles sont soucieuses quant à leur avenir.

Sur le même thème

[Médecins](#)

[Pays de Bray](#)

[Santé](#)



Les infirmières Asalée sont soutenues par les élus locaux et par leurs patients. ©Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 20 mars 2026 à 6h10

Les **infirmières Asalée** sont inquiètes, et en colère. À l'image de Pascaline et Virginie, professionnelles de [santé](#) respectivement à **Londinières** et [Neufchâtel-en-Bray](#) (**Seine-Maritime**), qui n'ont pas perçu leurs salaires le mois dernier.

En cause, le financement de l'**assurance maladie** qui a décidé de couper le robinet pour des raisons que les **infirmières** ne comprennent pas.

« C'est une affaire d'État »

11 infirmières Asalée travaillent sur le territoire du [Pays de Bray](#) et de la [vallée de la Bresle](#). 11 infirmières qui n'ont pas eu leur salaire du mois de février. En effet, la **Caisse nationale d'assurance maladie** n'a pas versé sa participation habituelle permettant de payer les 2 000 infirmières réparties sur le territoire.

Cette décision révolte **Pascaline Guerido** et **Virginie Lurois** qui y voient la volonté de tuer l'association loi 1901 créée en 2004. « On nous coupe les vivres pour nous asphyxier, alors que nous avons un très bon système de fonctionnement. Pour 104 millions d'euros dépensés pour Asalée, on a estimé qu'on permettait de réduire la facture de 3 milliards d'euros pour la sécurité sociale. C'est une **affaire d'État** car on voit bien que c'est politique ».

Les infirmières Asalée veulent se faire entendre

Pour les infirmières, cette décision aurait pour objectif de mettre en place et de développer des **Maisons France santé**. Pour autant, Asalée (Action de Santé Libérale en Équipe) ne compte pas se laisser faire. « Même sans ce salaire, nous continuons à travailler. Nous allons nous faire entendre avec une **mobilisation à Paris ce jeudi 26 mars**. Nous faisons également en sorte de parler du problème à un maximum de personnes car nous aimons notre système de fonctionnement et la qualité des soins que nous pouvons apporter sur le territoire » insistent les deux infirmières qui avaient déjà alerté, avec leurs consœurs, sur la situation en 2024.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« Depuis un an, la situation financière d'Asalée est critique faute d'un accord trouvé avec la Caisse nationale de l'Assurance Maladie qui finance l'association. De ce fait, les [médecins](#) généralistes ne sont plus rémunérés pour ce temps passé avec nous ; ils le font désormais bénévolement. En tant qu'infirmières, nous sommes inquiètes, car nos salaires commencent à être payés en différé parce qu'il n'y a plus d'argent dans les caisses d'Asalée » relatait Virginie Lurois, dans les colonnes de [L'Eclaireur-Dépêche](#).

Un trio médecin-infirmière-patient

Le système mis en place par l'[association Asalée](#) réside dans un fonctionnement en trinôme : le médecin généraliste, l'infirmière et le patient. Les infirmières Asalée sont installées dans des maisons de santé ou cabinets médicaux et travaillent en étroite collaboration avec les médecins généralistes, et avec des spécialistes le cas échéant. « On est vraiment dans le domaine de la prévention et

d'éducation à la santé. On apporte un temps complémentaire au médecin en accompagnant des patients afin qu'ils aillent mieux ».

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Un fonctionnement qui convient parfaitement à Michel, Alain et Agnès qui depuis déjà quelques mois participent aux marches organisées par Pascaline. « J'ai découvert Asalée il y a deux ans après avoir fait deux infarctus. C'est mon médecin qui m'en a parlé. On a échangé sur l'alimentation et l'activité physique. Pascaline m'a convaincu de me reprendre en main, elle m'a motivé. Ce qui est bien, c'est qu'on n'a pas l'impression d'être dans le milieu médical, on est vraiment dans le bien-être » souligne Michel. « Moi, j'ai de la tension, du cholestérol et du diabète. je me suis lancé dans la marche, et je me sens beaucoup mieux » atteste Alain. Un point de vue que partage Agnès :

(Je me sens beaucoup mieux dans mon corps et dans ma tête.

C'est là la mission des infirmières Asalée, très largement soutenue par le corps médical, comme le confirme le docteur Marc Lethuillier, médecin généraliste installé à la maison de santé pluridisciplinaire de Londinières : « Cela fait 5 ans qu'on travaille avec Asalée. C'est une très bonne coopération qui fonctionne très bien ».

De la prévention dans différents domaines

Enfin, les infirmières Asalée sont également soutenues par les élus locaux, comme Armelle Biloquet, maire de la commune et conseillère départementale. « De notre côté, on peut alerter pour que cela remonte au plus haut niveau ».

Pour toutes ces infirmières qui œuvrent au quotidien auprès des patients sur des thématiques variées qui peuvent concerner les addictions, la mémoire ou autres, les jours et semaines à venir vont être cruciales. « Nous sommes une structure très bienveillante où on nous laisse le temps pour bien prendre en compte les problèmes rencontrés par les patients. Nous attendons cette journée du 26 mars mais aussi le lendemain. Le 27 mars a lieu une audience au tribunal pour la cessation de paiements. cela pourrait permettre que les assurances prennent le relais pour prendre en charge notre salaire. Nous sommes déterminés ».

À ce jour, une pétition en ligne est disponible et il y a même des cagnottes pour aider les infirmières. « Nous nous sentons

soutenues » concluent Pascaline et Virginie.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Nouveau au Havre : une école de formation d'assistants dentaires va ouvrir ses portes

Mélusine Lau, correspondante de presse

5-6 minutes

Le groupe Elan Dentaire, implanté dans la région Grand Est, arrive au Havre armé de son expertise pour former de futurs assistants dentaires. L'école, qui ouvrira ses portes cette année, propose une formation jusqu'alors inexistante dans la ville.



Elan Dentaire forme de futurs assistants dentaires. - Pixabay



Par Mélusine Lau, correspondante de presse

Publié: 20 Mars 2026 à 07h12 Temps de lecture: 2 min

Prévue entre juin et septembre 2026, l'ouverture de l'école [Elan Dentaire](#) se fera au 80 quai Colbert, au sein de l'immeuble Black Office au Havre. « *Nous sommes accompagnés par la mairie du [Havre](#) et nous avons entamé les travaux*, précise Barbara Dussaucy, directrice générale du groupe Elan Dentaire. *Notre*

premier stagiaire entrera en formation fin juin. Si l'établissement n'est pas achevé d'ici là, il sera accueilli dans un espace de coworking en attendant. »

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

De futurs assistants dentaires

Elan Dentaire vise en effet une grande rentrée en septembre 2026, pour ce qui va devenir la seule école de formation d'assistants dentaires au Havre. Face à une forte demande au niveau local et à un recrutement en hausse, le groupe a reçu l'agrément pour poser les premières briques de l'une de ses nouvelles écoles. En effet, après Mulhouse, Nancy ou Saint-Brieuc, Le Havre fait partie des nouveaux lieux d'implantation aux côtés de Dijon, Reims ou Le Mans.

Pour celles et ceux qui se destinent au métier d'assistant dentaire, l'école propose des formations uniquement en alternance, par le biais de contrats de professionnalisation ou d'apprentissage. D'une durée de dix-huit mois, la formation peut commencer à n'importe quel moment de l'année. L'école accorde une importance toute particulière à l'enseignement pratique, et bénéficiait d'un taux de réussite de 80 % en 2025.

Au fur et à mesure, l'école Elan Dentaire du Havre compte ouvrir d'autres formations : « *Nous sommes spécialisés dans le domaine de la santé, explique Barbara Dussaucy, et formons notamment les praticiens à l'AFGSU (Attestation de Formation aux Gestes et Soins d'Urgence), qui sera proposée au Havre. Dans un second temps, nous pensons ouvrir nos formations au secrétariat médical. »*

Elan Dentaire recrute des praticiens

La future école recherche actuellement des formateurs, sous le statut de vacataire : « *Nos intervenants sont des praticiens et assistants dentaires qui interviennent sur leurs jours off, précise Barbara Dussaucy. Nous allons également recruter une assistante de formation, qui sera présente sur place à temps complet afin de préparer les salles, accueillir les étudiants... »*

Professionnels et intéressés ? Vous pouvez contacter Elan Dentaire au 03 88 30 78 30 ou sur info@elan-dentaire.fr

Lire aussi

[Mondial de l'Impro : Le Havre accueille la crème de l'impro francophone sans esprit de compétition](#)

En Normandie, une femme meurt de la méningite, 50 cas contacts identifiés

Paris Normandie

3–4 minutes

Jeudi 19 mars 2026, une salariée de l'entreprise Orano, spécialisée dans les combustibles nucléaires et située dans la Manche, est morte à la suite d'une infection à la méningite à l'hôpital de Cherbourg.



Publié: 20 Mars 2026 à 10h26 Temps de lecture: 1 min

La nouvelle en a choqué plus d'un. Jeudi 19 mars 2026, une salariée de l'entreprise Orano, spécialisée dans les combustibles nucléaires et située dans la Manche, est morte à la suite d'une infection à la méningite à l'hôpital de Cherbourg.

Une cellule psychologique en place

La victime est une femme née en 1968 et salariée au sein de la direction des programmes, selon les informations de [La Presse de la Manche](#). Face à la dangerosité de la maladie, ayant fait deux morts en Angleterre, la direction a prévenu en fin d'après-midi ses employés.

Le communiqué informait notamment de la mise en place d'un dispositif d'écoute psychologique dès vendredi matin, et pendant une dizaine de jours.

Identification des cas contacts

De son côté, l'ARS, prévenu par la direction, a indiqué mettre en place des mesures exceptionnelles. À commencer par l'identification des cas contacts. Une cinquantaine de personnes au

total, selon les informations du média.

Sont concernées toutes les personnes « ayant été en contact direct à moins d'un mètre de la salariée, en face-à-face, pendant au moins une heure (en une ou plusieurs fois) dans les dix derniers jours, soit depuis le 9 mars dernier ». Ils devront tous rester à leur domicile pendant 10 jours et recevront un traitement antibiotique spécifique pendant 48 heures.

Pour les autres employés voulant venir sur site, le bâtiment a été entièrement désinfecté et l'application des gestes barrières est de mise.

Aucun lien avec l'Angleterre

Comme le rappelle l'ARS, « *l'infection invasive à méningocoques est une maladie bactérienne qui peut donner une forte fièvre, des maux de tête, des nausées et vomissements, ou encore une raideur de la nuque. La transmission est liée à l'exposition directe et prolongée à des gouttelettes ou de la salive, notamment lors de la toux. La contagiosité est peu importante et concerne les contacts proches, en collectivité et en famille* ».

Si la méningite est bien présente outre-Manche, pour le moment, aucun lien n'a été établi entre les deux contaminations.

Lire aussi



[Tourisme : le Airbnb à Rives-en-Seine doit s'inscrire dans un équilibre](#)



Face à une attractivité en berne, l'Igas appelle à revoir la gouvernance RH des métiers de la santé et du social

Par Paul Idczak

4-5 minutes

Que peut faire l'État pour lever les freins à l'attractivité, accroître les recrutements et consolider la fidélisation des professionnels dans les métiers de la santé et du social ? C'est cette interrogation stratégique qui a fait office de point de départ d'une mission confiée par le ministère de la Santé à l'inspection générale des affaires sociales (Igas), dont les conclusions ont été rendues publiques en février dernier.

Au sein du rapport de mission, un constat est en effet souligné très rapidement par les inspecteurs : en matière de recrutement *“sur un certain nombre de métiers-pivots nécessaires à la mise en œuvre des politiques sociales et à la prise en charge des besoins des publics”*, la situation est *“préoccupante”*, du fait d'effectifs insuffisants pour répondre aux besoins en hausse d'une population vieillissante.

Lire aussi : [Des besoins en expertise RH de plus en plus pressants dans les établissements de santé](#)

Le nombre annuel d'infirmières diplômées, par exemple, a baissé depuis une quinzaine d'années, passant de 26 447 en 2012 à 24 215 en 2023, *“alors que la population totale française a augmenté de plus de 2 millions de personnes, dont une part des plus de 65 ans passée de 17 à 21 %”*. La demande de soin en hausse a par ailleurs conduit, poursuit le rapport, *“à une baisse de la densité standardisée d'infirmières salariées et d'aides-soignantes”*.

Pour les auteurs du rapport, les principaux leviers à actionner à court terme pour augmenter cette densité standardisée de professionnels consistent, dans un premier temps, en une injection *“massive”* de professionnels sur le marché du travail, via la création de 5 000 places d'infirmières et 3 000 places d'aides-soignantes en formations initiale et continue.

Réseau d'observation et fonds de développement

Mais le rapport se veut surtout innovant dans son volet consacré à la gouvernance du système de santé. Selon l'Igas, pour relancer l'attractivité des métiers en tension, l'exécutif devrait s'atteler à mettre sur pied trois nouveautés, amenées à fonctionner, à moyen terme, de manière complémentaire.

La première serait la création d'un *“réseau national d'observation et de prospective des emplois et des métiers de la santé et de l'accompagnement social”*, qui coordonnerait, sous l'égide de la Drees – la direction statistique du ministère de la Santé –, les structures engagées dans le suivi et l'observation des métiers. Le tout, dans le but de développer une *“méthode commune de prospective emploi-formation”* entre l'État et les régions.

Lire aussi : [AP-HP : derrière les chiffres du rebond RH, une évolution managériale et organisationnelle](#)

Ce réseau serait complété par un nouveau fonds de développement des compétences des métiers concernés. Alimenté par l'État, il constituerait un moyen de financer les actions en matière de promotion des métiers du soin et de l'accompagnement, et de *“pérenniser et accroître, d'ici 2028, à hauteur de 22 000 places de formation, le soutien de l'État au financement des formations sanitaires et sociales par les régions”*, lit-on dans le rapport.

Vers une stratégie nationale RH ?

La troisième recommandation formulée par l'Igas reste la création d'un comité interministériel des ressources humaines des systèmes de santé et du social et médico-social. Placée sous l'égide du Premier ministre, cette structure serait amenée à réunir annuellement les différents ministres de tutelle pour *“définir, coordonner et évaluer la politique en matière de RH”* des secteurs en tension. Il reviendrait à cette structure, en outre, d'arrêter les grandes orientations d'une future stratégie nationale RH, placée en complément de la stratégie nationale de santé, à l'horizon 2028.

Des leviers de moyen et long terme qui doivent servir, à en croire l'Igas, à *“ajuster positivement les facteurs qui contribuent à l'attractivité et la fidélisation des professionnels”*, et qui vont de pair avec les conclusions [d'un autre rapport sur les données RH en santé](#), publié concomitamment.

Le ministère de la Culture s'apprête à renouveler son marché de formations en finances et gestion publiques

Par Philippine Ramognino

5-6 minutes

En constante évolution au gré des recommandations des services et directions métiers comme des besoins des agents, le plan de formation "finances publiques" du ministère de la Culture va prendre un nouvel élan en 2027. Le 15 février dernier, le ministère de la Culture a publié un [appel d'offres](#) sur la plateforme "APProch" pour renouveler son marché de formations aux finances publiques ainsi qu'au contrôle de la gestion publique à destination de ses agents. Un tel marché est déjà en cours d'exécution, et son renouvellement devrait faire l'objet d'une publication en décembre. Estimé entre 100 000 et 500 000 euros, il vaudra pour 4 ans.

Mais à quel besoin tente-t-il de répondre ? Selon le ministère, *"l'objectif principal de la formation est double"*. Il s'agit à la fois de proposer une offre *"la plus adaptée possible aux besoins des agents de ce secteur d'activité pour renforcer leur autonomie et leur expertise professionnelle"*, et de rendre cette même offre *"la plus actuelle possible"* en fonction des recommandations ministérielles et interministérielles. *"Les travaux de professionnalisation de la fonction financière (P2F) portés par la direction du budget pourront générer une évolution en cours d'année 2026 de l'offre de formation au contrôle de gestion"*, précise par ailleurs le ministère.

L'ensemble du territoire est concerné

L'offre de formation s'adresse à l'ensemble des professionnels du ministère ayant des missions et activités liées aux finances publiques, que ce soit les agents exerçant en administration centrale, au sein des services déconcentrés, c'est-à-dire des directions régionales des affaires culturelles (Drac), mais aussi les fonctionnaires des opérateurs du ministère s'agissant des formations liées au contrôle interne financier et métier. *"Les formations "métiers" et "outils" répondent à la nécessité, pour les agents du ministère, de maîtriser les enjeux budgétaires et*

financiers des services centraux, services déconcentrés, services à compétence nationale, détaille le ministère de la Culture. Elles concernent également les agents des opérateurs, référents du contrôle interne et de la maîtrise des risques.”

Lire aussi : [Le ministère de la Culture veut “réarmer” les Drac en appui des communes rurales](#)

Le périmètre du marché couvre par ailleurs l’ensemble du territoire, *“le secrétariat général du ministère ayant la mission de former l’ensemble des agents du ministère en fonction des rangs de priorités et des spécificités de compétences”*, poursuit le ministère.

Modalités adaptables

Concernant les thématiques au programme, les différentes actions de formation se déclinent en 5 axes : l’exécution du budget, la programmation budgétaire, les subventions, l’exercice de la tutelle, et enfin l’exercice de la maîtrise des risques et du contrôle interne. Ces différents volets sont ensuite adaptés au niveau des agents, du débutant à l’expert, en passant par la phase “approfondissement”, en fonction de leur poste.

L’offre de formation a été élaborée par le bureau de la formation professionnelle et du développement des compétences au sein du secrétariat général du ministère, avec l’appui du service des affaires financières et générales. Les fonctionnaires peuvent bénéficier de sessions tout au long de l’année, en présentiel, à distance de façon synchrone ou asynchrone, *“en tenant compte des contraintes liées à l’exercice des fonctions financières et budgétaires comme notamment la fin de gestion budgétaire”*, précise enfin le ministère.

Lire aussi : [Finances publiques : la réserve de précaution des ministères demeurera stable en 2026](#)

Restructuration suite à la création d’un centre de gestion financière

Comme [la Cour des comptes récemment](#), l’administration centrale du ministère de la Culture va faire l’objet d’une opération de restructuration à l’occasion de la création d’un centre de gestion financière. Un [arrêté](#) publié au Journal officiel mercredi 18 mars officialise son installation, sous l’autorité du contrôleur budgétaire et comptable ministériel. Comme le rappelle une [note](#) de la direction interministérielle de la transformation publique (DITP) datée de 2022, le déploiement des centres de gestion financière a pour objectif de *“moderniser, intégrer et fluidifier la chaîne de la dépense par la réunion dans un centre de gestion financière (CGF) unique*

des tâches assumées par les centres de services partagés placés chez l'ordonnateur et les services facturiers placés chez le comptable public". L'opération concerne le bureau de la qualité comptable au sein de la sous-direction des affaires économiques et financières du service des affaires financières et générales du ministère de la Culture. De fait, cette restructuration "ouvre droit, pour chaque emploi et fonction concernés, aux dispositifs indemnitaires et d'accompagnement" que sont l'indemnité d'accompagnement à la mobilité fonctionnelle, l'indemnité de départ volontaire, le complément indemnitaire d'accompagnement, ou encore "l'accompagnement pour l'élaboration de leur projet professionnel et d'un accès prioritaire à des actions de formation".